

C-58

First Session, Thirty-sixth Parliament,
46-47 Elizabeth II, 1997-98

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-58

An Act to amend the Railway Safety Act and to make a
consequential amendment to another Act

First reading, November 5, 1998

C-58

Première session, trente-sixième législature,
46-47 Elizabeth II, 1997-98

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-58

Loi modifiant la Loi sur la sécurité ferroviaire et une autre
loi en conséquence

Première lecture le 5 novembre 1998

THE MINISTER OF TRANSPORT

LE MINISTRE DES TRANSPORTS

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled “*An Act to amend the Railway Safety Act and to make a consequential amendment to another Act*”.

SUMMARY

These amendments to the *Railway Safety Act* allow railway companies to continue to manage the way in which they meet essential safety objectives but give the Minister full powers to ensure that safety performance is appropriate. The amendments

- (a) clarify the objectives of the Act;
- (b) provide authority to require railways to implement safety management systems;
- (c) provide greater involvement for interested organizations in rule-making;
- (d) minimize disruption caused by train whistles in communities;
- (e) strengthen and clarify federal powers at road crossings;
- (f) clarify and strengthen the powers of railway safety inspectors;
- (g) streamline the administrative process;
- (h) provide authority to regulate railway emissions; and
- (i) improve provisions for security measures.

There is also a consequential amendment to the *Access to Information Act*.

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « *Loi modifiant la Loi sur la sécurité ferroviaire et une autre loi en conséquence* ».

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la sécurité ferroviaire* et apporte une modification mineure à la *Loi sur l'accès à l'information*. Il permet aux compagnies de chemin de fer de continuer à déterminer la façon par laquelle elles atteindront les objectifs en matière de sécurité tout en laissant au ministre des Transports la responsabilité de voir à l'évaluation de leur performance. Il vise essentiellement :

- a) à préciser les objectifs de la loi;
- b) à prévoir le pouvoir d'exiger d'une compagnie de chemin de fer la mise en place d'un système de gestion de la sécurité;
- c) à permettre une plus grande participation des organisations intéressées lors de l'élaboration des règles;
- d) à réduire les désagréments causés par l'utilisation du sifflet lors du passage d'un train dans une municipalité;
- e) à renforcer et à préciser les pouvoirs du gouvernement fédéral sur les franchissements routiers;
- f) à préciser et à renforcer les pouvoirs des inspecteurs de la sécurité ferroviaire;
- g) à rationaliser les procédures administratives;
- h) à prévoir les pouvoirs nécessaires pour réduire les rejets dans l'environnement causés par l'exploitation des chemins de fer;
- i) à améliorer les dispositions touchant les mesures appropriées en matière de sûreté du transport ferroviaire.

BILL C-58

PROJET DE LOI C-58

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-58

PROJET DE LOI C-58

An Act to amend the Railway Safety Act and to make a consequential amendment to another Act

Loi modifiant la Loi sur la sécurité ferroviaire et une autre loi en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. 32
(4th Supp.);
1989, c. 3;
1992, cc. 1,
51; 1993, c.
28; 1994, c.
15; 1996, c.
10
1996, c. 10,
s. 262

RAILWAY SAFETY ACT

LOI SUR LA SÉCURITÉ FERROVIAIRE

L.R., ch. 32
(4^e suppl.);
1989, ch. 3;
1992, ch. 1,
51; 1993, ch.
28; 1994, ch.
15; 1996, ch.
10
1996, ch. 10,
art. 262

1. Section 3 of the *Railway Safety Act* and the heading before it are replaced by the following:

1. L'article 3 de la *Loi sur la sécurité ferroviaire* et l'intertitre le précédant sont 5 remplacés par ce qui suit :

OBJECTIVES

OBJECTIFS

Objectives

3. The objectives of this Act are to
(a) promote and provide for the safety of the public and personnel, and the protection of property and the environment, in the operation of railways;
(b) encourage the collaboration and participation of interested parties in improving railway safety;
(c) recognize the responsibility of railway companies in ensuring the safety of their operations; and
(d) facilitate a modern, flexible and efficient regulatory scheme that will ensure the continuing enhancement of railway safety. 20

Objectifs

3. La présente loi vise à la réalisation des objectifs suivants :
a) pourvoir à la sécurité du public et du personnel dans le cadre de l'exploitation des chemins de fer et à la protection des biens et de l'environnement, et en faire la promotion;
b) encourager la collaboration et la participation des parties intéressées à l'amélioration de la sécurité ferroviaire;
c) reconnaître la responsabilité des compagnies de chemin de fer en ce qui a trait à la sécurité de leurs activités;
d) favoriser la mise en place d'outils de réglementation modernes, flexibles et efficaces dans le but d'assurer l'amélioration continue de la sécurité ferroviaire.

2. (1) The definition “alter” in subsection 4(1) of the Act is repealed.

2. (1) La définition de « modification », au paragraphe 4(1) de la même loi, est abrogée.

(2) The definition “proposing party” in subsection 4(1) of the English version of the Act is repealed.

(2) La définition de « proposing party », au paragraphe 4(1) de la version anglaise de 5 la même loi, est abrogée.

(3) The definition “person” in subsection 4(1) of the Act is replaced by the following:

(3) La définition de « personne », au paragraphe 4(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

“person”
« personne »

“person” includes a government of a municipality and a road authority;

« personne » Y sont assimilées toute adminis-10
tration municipale ainsi que toute autorité
responsable du service de voirie. « personne »
“person”

(4) Subsection 4(1) of the Act is amended 10
by adding the following in alphabetical
order:

(4) Le paragraphe 4(1) de la même loi est
modifié par adjonction, selon l’ordre alpha-
bétique, de ce qui suit : 15

“authorized
screening”
« contrôle »

“authorized screening” means anything authorized or required to be done under the regulations or a security document for the control, observation, inspection and search of persons or goods to prevent the unauthorized possession or carriage of weapons, explosives and incendiaries on railway works and railway equipment; 20

« agent de contrôle » Toute personne désignée à ce titre par le ministre en vertu du paragraphe 27(1) pour l’application de la présente loi. 15

“goods”
« biens »

“goods” means, except in the definition “utility line”, anything that may be taken or placed on board railway equipment as freight, baggage or personal belongings; 25

« autorité responsable du service de voirie » 20
Administration publique ayant légalement le droit d’ouvrir et d’entretenir des routes. « autorité responsable du service de voirie »
“road authority”

“restricted area”
« zone réglementée »

“restricted area” means an area that is established under the regulations or a security document and to which access is restricted to authorized persons; 25

« biens » Toute chose pouvant être apportée ou placée à bord d’un train comme effet personnel, bagage ou marchandises. 25

“road authority”
« autorité responsable d’un service de voirie »

“road authority” means a public authority having legal authority to open and maintain 30 roads;

« contrôle » Acte autorisé ou exigé, en vertu d’un règlement ou d’un texte relatif à la sûreté du transport ferroviaire, pour la vérification, la surveillance, l’inspection et la visite des personnes ou des biens en vue de 30 prévenir la possession et le transport non autorisés d’armes, d’explosifs ou d’engins incendiaires à bord d’un train ou dans une installation ferroviaire.

“safety management system”
« système de gestion de la sécurité »

“safety management system” means a formal framework for integrating safety into day-to-day railway operations and includes safety goals and performance targets, risk 35 assessments, responsibilities and authorities, rules and procedures, and monitoring and evaluation processes;

« système de gestion de la sécurité » Protoco-35
le visant la mise en oeuvre de la sécurité ferroviaire dans l’exploitation courante des chemins de fer et intégrant les responsabilités et les pouvoirs au sein d’une compagnie de chemin de fer, les règles, les procédures, 40 les processus de surveillance et d’évaluation auxquels elle est assujettie ainsi que les objectifs en matière de sécurité, de rendement des mécanismes de contrôle d’application et d’évaluation des risques. 45

“screening officer”
« agent de contrôle »

“screening officer” means a person designated by the Minister under subsection 40 27(1) as a screening officer for the purposes of this Act;

“security document”
« *texte relatif à la sûreté du transport ferroviaire* »

“security document” means any of the following documents:

- (a) a rule approved or proposed for approval under section 19 or 20 that relates to security,
- (b) an order made under subsection 31(3) that relates to security,
- (c) an emergency directive made under section 33 that relates to security, and
- (d) a security measure formulated under subsection 39.1(1);

« *texte relatif à la sûreté du transport ferroviaire* » Règle établie ou proposée en vertu des articles 19 ou 20, injonction prise par le ministre en vertu de l'article 33, avis donné par l'inspecteur en application du paragraphe 31(3) ou mesure établie en vertu du paragraphe 39.1(1).

« *texte relatif à la sûreté du transport ferroviaire* »
“security document”

« *zone réglementée* » Toute zone établie aux termes d'un règlement ou d'un texte relatif à la sûreté du transport ferroviaire et dont l'accès est réservé aux personnes autorisées.

« *zone réglementée* »
“restricted area”

(5) Subsection 4(1) of the English version of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“proponent”, in relation to a railway work, means the person who proposes, or has proposed, the construction or alteration of the railway work, whether voluntarily or because of a requirement imposed by or under another Act;

(5) Le paragraphe 4(1) de la version anglaise de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de 15 ce qui suit :

“proponent”, in relation to a railway work, means the person who proposes, or has proposed, the construction or alteration of the railway work, whether voluntarily or because of a requirement imposed by or under another Act;

“proponent”
« *promoteur* »

(6) Section 4 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

(4.1) For the purposes of this Act, a threat is a hazard or condition that could reasonably be expected to develop into a situation in which a person could be injured or made to be ill or damage could be caused to the environment or property, and a threat is immediate if such a situation already exists.

(6) L'article 4 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de 25 ce qui suit :

(4.1) La mention du risque ou du fait de compromettre la sécurité dans la présente loi vise tout danger ou toute condition qui pourrait éventuellement constituer une situation dans laquelle une personne pourrait être blessée ou tomber malade, l'environnement pourrait être compromis ou des biens matériels pourraient être endommagés. Le risque est dit imminent dans les cas où cette situation existe déjà.

Indice de risque

3. Subsections 7(2) and (3) of the Act are 30 replaced by the following:

(2) The Minister may, by order, require a railway company

- (a) to formulate engineering standards governing any matters referred to in subsection (1) that are specified in the order or to revise its engineering standards governing those matters; and

3. Les paragraphes 7(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Le ministre peut, par arrêté, enjoindre à une compagnie de chemin de fer soit d'établir des normes concernant l'un des domaines visés au paragraphe (1), soit de modifier, d'une façon particulière, de telles normes et d'en déposer, pour approbation, le texte auprès de lui, le tout dans un délai déterminé dans l'arrêté.

Arrêté ministériel

Threats and immediate threats

Railway company required to formulate standards

(b) within a period specified in the order, to file the formulated or revised standards with the Minister for approval.

Formulation or revision of standards

(2.1) A railway company shall file with the Minister for approval any engineering standards in respect of any matter referred to in subsection (1) that it proposes to formulate or revise on its own initiative.

(2.1) La compagnie de chemin de fer qui se propose d'établir des normes concernant l'un des domaines visés au paragraphe (1) ou de modifier de telles normes en dépose, pour approbation, le texte auprès du ministre.

Initiative de la compagnie

5

Application of certain provisions

(3) Subsections 19(4) to (11) apply in relation to standards referred to in subsection (2) or (2.1), with any modifications that the circumstances require and without regard to the references to relevant associations or organizations.

(3) Les paragraphes 19(4) à (11) s'appliquent — à l'exception de toute mention d'organisation intéressée — aux normes visées aux paragraphes (2) et (2.1), avec les adaptations nécessaires.

Application de certaines dispositions

10

4. The Act is amended by adding the following after section 7:

4. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 7, de ce qui suit :

Construction of Road Crossings

Construction de franchissements routiers

Regulations

7.1 The Governor in Council may make regulations regulating or prohibiting the construction of road crossings.

7.1 Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements pour régir ou interdire la construction de franchissements routiers.

Pouvoir réglementaire

15

5. Subsections 8(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

5. Les paragraphes 8(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Notice of certain proposed railway works

8. (1) If a proposed railway work is of a prescribed kind, the proponent shall not undertake the work unless it has first given notice of the work in accordance with the regulations. However, it may undertake the work if all persons to whom the notice was given file with the proponent a response indicating that they do not object to the work.

8. (1) Le promoteur ne peut entreprendre la construction ou la modification d'installations ferroviaires désignées par règlement avant d'en avoir donné avis conformément aux règlements. Il peut toutefois le faire si tous les destinataires lui notifient leur intention de ne pas s'opposer au projet.

Avis par le promoteur

Filing of objections

(2) A person to whom a notice is given under subsection (1) may file with the proponent an objection to the proposed railway work if the person considers that the proposed railway work would prejudice their safety or the safety of their property. The objection must include reasons and be filed before the expiry of the period specified in the notice for the filing of objections, and a copy of it must be filed without delay with the Minister.

(2) Le destinataire de l'avis qui considère que les travaux qui y sont visés portent atteinte à sa sécurité ou à celle de ses biens — meubles ou immeubles — peut, dans le délai prévu dans l'avis, notifier au promoteur son opposition motivée à leur égard, auquel cas il dépose sans délai copie de cette notification auprès du ministre.

Avis d'opposition

25

6. Section 10 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

6. L'article 10 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

35

Request for approval before end of notice period	<p>(1.1) A request to the Minister for approval of a proposed railway work under subsection (1) may be filed before the end of the period specified in the notice given under subsection 8(1) if all persons to whom the notice was given have filed a response with the proponent.</p>	<p>(1.1) Le promoteur peut toutefois demander l'approbation du ministre avant l'expiration du délai indiqué dans l'avis visé au paragraphe 8(1) si tous les destinataires lui ont notifié leur réponse.</p>	Demande d'approbation avant l'expiration du délai
Withdrawal of objection	<p>(1.2) A proposed railway work described in paragraph (1)(b) may be undertaken without the Minister's approval if the outstanding objection is withdrawn.</p>	<p>(1.2) Il peut en outre, sans l'approbation du ministre, entreprendre les travaux visés au paragraphe (1) dès que l'opposition qui subsiste au titre de ce paragraphe est retirée.</p>	Retrait de l'opposition
Engineering work	<p>7. Section 11 of the Act is replaced by the following:</p> <p>11. All the engineering work relating to railway works, including design, construction, evaluation or alteration, shall be done in accordance with sound engineering principles. A professional engineer shall take responsibility for the engineering work.</p>	<p>7. L'article 11 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>11. Les travaux relatifs à la conception, à la construction, à l'évaluation ou à la modification d'installations ferroviaires sont effectués sous la responsabilité d'un ingénieur agréé conformément à des principes d'ingénierie bien établis.</p>	Travaux d'ingénierie
Agreements for closing road crossings	<p>8. The Act is amended by adding the following after section 12:</p> <p>12.1 (1) The Minister may enter into an agreement with a person who has rights under Part III of the <i>Canada Transportation Act</i>, or otherwise, relating to a road crossing to close the crossing in the interest of safe railway operations.</p>	<p>8. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 12, de ce qui suit :</p> <p>12.1 (1) Le ministre peut conclure, avec la personne qui, en vertu de la partie III de la <i>Loi sur les transports au Canada</i> ou autrement, est titulaire de droits sur un franchissement routier, un accord en vue de le fermer pour des motifs de sécurité ferroviaire.</p>	Accord sur la fermeture d'un franchissement routier
Grants relating to closing crossings	<p>(2) The agreement may provide for the making of a grant to the person by the Minister and may contain any terms and conditions relating to the closure that the Minister deems advisable. Once the agreement is made, the person's rights relating to the crossing are extinguished.</p>	<p>(2) L'accord peut prévoir l'octroi d'une subvention par le ministre et toute condition que le ministre juge indiquée. Dès la conclusion de l'accord, les droits de la personne sur le franchissement routier sont éteints.</p>	Subvention du ministre
Appropriation for grants	<p>9. Section 15 of the Act is replaced by the following:</p> <p>15. Grants authorized under section 12, 12.1, 13 or 14 shall be paid out of money appropriated by Parliament for that purpose.</p>	<p>9. L'article 15 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>15. Les subventions prévues aux articles 12, 12.1, 13 et 14 sont payées sur les fonds affectés à cette fin par le Parlement.</p>	Paiement de subventions
1996, c. 10, s. 264(1)	<p>10. Subsection 16(1) of the Act is replaced by the following:</p>	<p>10. Le paragraphe 16(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	1996, ch. 10, par. 264(1)
Reference to Agency	<p>16. (1) The proponent of a railway work, and each <u>beneficiary of the work</u>, may refer the <u>apportionment of liability for the construction, alteration, operational or maintenance costs of the work to the Agency for a</u></p>	<p>16. (1) Faute de recours prévu sous le régime de la partie III de la <i>Loi sur les transports au Canada</i> ou de la <i>Loi sur le déplacement des lignes de chemin de fer et les croisements de chemin de fer</i>, le promoteur et</p>	Saisine de l'Office

determination if they cannot agree on the apportionment and if no recourse is available under Part III of the *Canada Transportation Act* or the *Railway Relocation and Crossing Act*. The referral may be made either before or after construction or alteration of the work begins.

11. Subsection 17(2) of the Act is repealed.

12. Subsections 18(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

(2) The Governor in Council may make regulations respecting crossing works, including regulations for requiring a railway company, road authority or other person who has rights relating to a road crossing to conduct a safety review of the road crossing following an accident of a type specified in the regulations.

(2.1) The Governor in Council may make regulations respecting the security of railway transportation.

(3) If the Governor in Council at any time makes regulations respecting a matter referred to in subsection (1) or (2.1) that are inconsistent with rules approved in relation to a particular company by the Minister under section 19 or 20 in respect of that matter, those rules are at that time revoked to the extent of the inconsistency.

13. (1) Subsections 19(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

19. (1) The Minister may, by order, require a railway company

(a) to formulate rules respecting any matter referred to in subsection 18(1) or (2.1) or to revise its rules respecting that matter; and

(b) within a specified period, to file the formulated or revised rules with the Minister for approval.

tout bénéficiaire des installations ferroviaires peuvent, avant ou après le début des travaux relatifs à la construction ou à la modification de ces installations, saisir l'Office de leur désaccord sur leurs obligations en ce qui concerne le coût de réalisation des travaux et les frais d'exploitation et d'entretien des installations.

11. Le paragraphe 17(2) de la même loi est abrogé.

12. Les paragraphes 18(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements sur toute question concernant les ouvrages de franchissement, notamment pour exiger d'une compagnie de chemin de fer, de l'autorité responsable du service de voirie ou de la personne qui est titulaire de droits sur un franchissement routier un examen de la sécurité de celui-ci après un accident du type qu'il spécifie.

(2.1) Il peut en outre prendre des règlements pour régir toute question concernant la sûreté du transport ferroviaire.

(3) Les dispositions des règlements pris par le gouverneur en conseil sous le régime des paragraphes (1) ou (2.1) annulent les dispositions incompatibles des règles approuvées par le ministre aux termes des articles 19 ou 20 relativement à une compagnie particulière de chemin de fer.

13. (1) Les paragraphes 19(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

19. (1) Le ministre peut, par arrêté, enjoindre à une compagnie de chemin de fer soit d'établir des règles concernant l'un des domaines visés aux paragraphes 18(1) ou (2.1), soit de modifier de telles règles et d'en déposer auprès de lui, pour approbation, le texte original ou modifié, le tout dans un délai déterminé.

Regulations —
crossing
works

Regulations —
security

Regulations to
override rules

Formulation
or revision of
rules pursuant
to ministerial
order

Autres
pouvoirs
réglemen-
taires

Pouvoir
réglemen-
taire
concernant la
sûreté

Incompati-
bilité

Arrêté
ministériel

Railway company to consult

(2) A railway company shall not file rules with the Minister under subsection (1) unless it has first given each relevant association or organization that is likely to be affected by their implementation a reasonable opportunity during a period of sixty days to consult with it on the rules.

(2) La compagnie de chemin de fer ne peut procéder au dépôt qu'après avoir donné aux organisations intéressées susceptibles d'être touchées par la mise en oeuvre des règles la possibilité, pendant soixante jours, de lui faire part de leurs observations.

Consultations

(2) Section 19 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

(2) L'article 19 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

Request for amendment to terms and conditions

(4.1) A railway company referred to in subsection (4) may request the Minister to amend any terms or conditions specified under that subsection. When making that request, the company shall send a copy of the request to each relevant association or organization.

(4.1) La compagnie peut, à la lumière de nouveaux renseignements touchant la sécurité ferroviaire, demander au ministre de modifier les conditions de l'approbation; elle fait parvenir une copie des modifications proposées aux organisations intéressées.

Demande de modification

Amendments

(4.2) After receiving a request from a railway company under subsection (4.1), the Minister may, on the basis of new information about the safety of the railway operations, amend any terms or conditions specified under subsection (4). If the Minister amends any of those terms or conditions, the Minister shall provide each relevant association or organization with a copy of the amendments.

(4.2) Le ministre peut modifier les conditions de l'approbation; il fait parvenir, le cas échéant, une copie des modifications aux organisations intéressées.

Modifications

(3) Section 19 of the Act is amended by adding the following after subsection (5):

(3) L'article 19 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit :

Effective date of rules

(5.1) Rules approved by the Minister under subsection (4) come into force on a day specified by the Minister, but if they replace any regulations, they may not come into force earlier than the day on which the regulations are repealed.

(5.1) Les règles approuvées par le ministre entrent en vigueur au plus tôt à la date d'abrogation du règlement qu'elles remplacent, le cas échéant, ou à la date fixée par arrêté du ministre.

Entrée en vigueur

(4) Subsection 19(8) of the Act is replaced by the following:

(4) Le paragraphe 19(8) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Consultation

(8) The Minister shall not, under this section, establish rules applying to a particular railway company unless the Minister has

(8) Le ministre ne peut établir de règles, sous le régime du présent article, à l'égard d'une compagnie qu'après avoir donné à celle-ci et aux organisations intéressées la possibilité, pendant soixante jours, de lui faire part de leurs observations et après avoir tenu compte des oppositions formulées à cette occasion pour des motifs de sécurité.

Consultations

(a) given that company and each relevant association or organization a reasonable opportunity during a period of sixty days to consult with the Minister on the rules; and

(b) considered any objection, on the grounds of safety, to the establishment of

the rules that is made in the course of that consultation.

14. (1) Subsections 20(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Formulation
or revision of
rules

20. (1) A railway company shall file with the Minister for approval any rules in respect of any matter referred to in subsection 18(1) or (2.1) that it proposes to formulate or revise on its own initiative.

Consultation

(2) A railway company shall not file rules with the Minister under subsection (1) unless it has first given each relevant association or organization that is likely to be affected by their implementation a reasonable opportunity during a period of sixty days to consult with it concerning the rules.

(2) Subsection 20(4) of the Act is replaced by the following:

Application of
certain
provisions

(4) Subsections 19(4) to (5.1), (10) and (11) apply in relation to the filing and consideration of rules filed with the Minister under subsection (1) as if the rules had been duly filed in compliance with an order made under subsection 19(1).

15. (1) Subsections 22(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Exemption by
order in
council

22. (1) The Governor in Council may, by order, on any terms and conditions that are specified in the order,

(a) exempt a specified railway company, specified railway equipment or a specified railway work from the application of a specified provision of regulations made under subsection 18(1) or (2.1) or of rules in force under section 19 or 20; or

(b) exempt a specified person from the application of a specified provision of regulations made under subsection 18(2).

Exemption by
Minister

(2) The Minister may, by notice, on any terms and conditions that are specified in the notice,

(a) exempt a specified railway company, specified railway equipment or a specified railway work from the application of a specified provision of regulations made under subsection 18(1) or (2.1) or of rules in force under section 19 or 20, or

14. (1) Les paragraphes 20(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

20. (1) La compagnie de chemin de fer qui se propose d'établir des règles concernant l'un des domaines visés aux paragraphes 18(1) ou (2.1) ou de modifier de telles règles en dépose, pour approbation, le texte auprès du ministre.

Initiative de
la compagnie

(2) La compagnie de chemin de fer ne peut procéder au dépôt qu'après avoir donné aux organisations intéressées susceptibles d'être touchées par la mise en oeuvre des règles la possibilité, pendant soixante jours, de lui faire part de leurs observations.

Consulta-
tions

(2) Le paragraphe 20(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(4) Les paragraphes 19(4) à (5.1), (10) et (11) s'appliquent aux règles déposées dans le cadre du paragraphe (1) comme si elles l'avaient été conformément à l'arrêté visé au paragraphe 19(1).

Application
de certaines
dispositions

15. (1) Les paragraphes 22(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

22. (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, aux conditions qui y sont fixées, soustraire une compagnie de chemin de fer ou des installations ou du matériel ferroviaires à l'application d'une disposition soit des règlements pris sous le régime des paragraphes 18(1) ou (2.1), soit des règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20. Il peut, de la même manière, soustraire une personne à l'application d'une disposition des règlements pris sous le régime du paragraphe 18(2).

Exemption
par le
gouverneur
en conseil

(2) Le ministre peut, aux conditions fixées dans l'avis à cet effet, soustraire une compagnie de chemin de fer ou des installations ou du matériel ferroviaires à l'application d'une disposition soit des règlements pris sous le régime des paragraphes 18(1) ou (2.1), soit des règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20, s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire et que la sécurité

Exemption
par le
ministre

(b) exempt a specified person from the application of a specified provision of regulations made under subsection 18(2) if, in the opinion of the Minister, the exemption is in the public interest and is not likely to threaten safe railway operations. 5

ferroviaire ne risque pas d'être compromise. Il peut, de la même manière et sous réserve de la même appréciation, soustraire une personne à l'application d'une disposition des règlements pris sous le régime du paragraphe 18(2). 5

(2) Section 22 of the Act is amended by adding the following after subsection (3):

(2) L'article 22 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Application

(4) A railway company may apply to the Minister for an exemption from the application of a specified provision of regulations under subsection 18(1), (2) or (2.1) or of rules in force under section 19 or 20. 10

(4) La compagnie de chemin de fer peut demander au ministre d'être soustraite à l'application d'une disposition soit des règlements pris sous le régime des paragraphes 18(1), (2) ou (2.1), soit des règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20. 10

Demande de la compagnie

Railway company to consult

(5) A railway company may not apply for an exemption under subsection (4) unless it has first given each relevant association or organization that is likely to be affected by the exemption a reasonable opportunity during a period of sixty days to consult with it, except that it may apply for the exemption before the end of those sixty days if it has consulted with all those associations and organizations. 15

(5) La compagnie de chemin de fer ne peut faire la demande visée au paragraphe (4) qu'après avoir donné aux organisations intéressées susceptibles d'être touchées par l'exemption soixante jours pour lui faire part de leurs observations. Elle peut toutefois la faire avant l'expiration de ce délai si elle a reçu les observations de toutes ces organisations. 15

Consultations

Copy of comments

(6) The railway company shall send with its application to the Minister a copy of all comments received from relevant associations and organizations. 25

(6) La compagnie fait parvenir au ministre, en même temps que la demande, une copie des observations qu'elle a reçues. 25

Copie des observations

Period for granting application

(7) The Minister may grant the application within sixty days after receiving it if, in the opinion of the Minister, the exemption is in the public interest and is not likely to threaten safe railway operations. The Minister may extend the time for granting the application for an additional period of up to sixty days. 30

(7) Le ministre peut, dans les soixante jours suivant la réception de la demande, agréer celle-ci s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire et que la sécurité ferroviaire ne risque pas d'être compromise. Il peut en outre prolonger le délai d'au plus soixante jours. 30

Délai de 60 jours pour agréer la demande

16. The Act is amended by adding the following after section 22: 35

16. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 22, de ce qui suit : 35

Other exemptions

22.1 (1) A railway company that proposes to conduct testing relating to rail transportation, or that requires an immediate exemption of short duration, is exempt from the application of any provision of standards formulated under section 7, regulations made under subsection 18(1) or (2) or 24(1) or rules in force under section 19 or 20 during any period that the company considers necessary. How-

22.1 (1) Est soustraite à l'application d'une disposition soit des normes établies sous le régime de l'article 7, soit des règlements pris sous le régime des paragraphes 18(1) ou (2) ou 24(1), soit des règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20, pour la durée qu'elle juge nécessaire, la compagnie de chemin de fer qui se propose de faire des essais en matière de transport ferroviaire ou qui a

Exemption provisoire

ever, the exemption is effective only if the railway company files a notice of the exemption with the Minister and each relevant association or organization that is likely to be affected by the exemption and

(a) within twenty-one days after filing the notice, the company receives a response from the Minister and each of those associations and organizations indicating that they do not object to the exemption; or

(b) no objections are confirmed or made by the Minister under subsection (3).

Objections

(2) Each of the relevant associations or organizations may object to the exemption on the grounds of safety. The objection must be filed with the Minister and the railway company within fourteen days after the notice referred to in subsection (1) is filed.

Minister's decision

(3) The Minister may

(a) within seven days after the filing of an objection under subsection (2), confirm the objection if the Minister decides that the exemption threatens safety; or

(b) within twenty-one days after receiving the notice under subsection (1), object to the exemption if the Minister is of the opinion that the exemption is not in the public interest or that it is likely to threaten safety.

17. Section 23 of the Act is replaced by the following:

Company not to operate or maintain a railway otherwise than in accordance with regulations or rules

23. (1) Unless a railway company is exempted under section 22 or 22.1 from the application of regulations made under section 18 or of rules in force under section 19 or 20 that would otherwise apply to that company, the company shall not operate or maintain railway works or railway equipment otherwise than in accordance with those regulations or rules.

Person not to maintain crossing work other than in accordance with regulations

(2) Unless the person responsible for the maintenance of a crossing work is exempted under section 22 or 22.1 from the application of regulations made under section 18 in relation to the maintenance of that crossing work, that person shall not maintain that crossing work otherwise than in accordance with those regulations.

besoin sans tarder d'une exemption de courte durée et qui, ayant donné un avis de vingt et un jours au ministre et aux organisations intéressées susceptibles d'être touchées, remplit l'une des conditions suivantes :

a) elle reçoit de ces dernières et du ministre, avant l'expiration du délai, une réponse indiquant qu'ils entendent ne pas s'opposer à l'exemption;

b) aucune opposition ne subsiste au titre du paragraphe (3).

(2) L'organisation intéressée avisée peut, pour des motifs de sécurité, s'opposer à l'exemption; elle fait parvenir son avis d'opposition à la compagnie et au ministre dans les quatorze jours suivant la notification de l'avis de la compagnie.

Opposition d'une organisation intéressée

(3) Le ministre peut, dans les sept jours suivant la réception de l'avis visé au paragraphe (2), maintenir l'opposition de l'organisation intéressée ou, dans les vingt et un jours après réception de l'avis, s'opposer de son propre chef à l'exemption s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire ou que la sécurité ferroviaire risque d'être compromise.

Délais impartis au ministre

17. L'article 23 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

23. (1) Il est interdit à la compagnie de chemin de fer qui ne bénéficie pas de l'exemption prévue aux articles 22 ou 22.1 d'exploiter ou d'entretenir des installations ou du matériel ferroviaires en contravention avec les règlements pris sous le régime de l'article 18 ou avec les règles établies sous le régime des articles 19 ou 20 qui lui sont applicables.

Exploitation et entretien des installations

(2) Il est interdit au responsable de l'entretien d'un ouvrage de franchissement qui ne bénéficie pas de l'exemption prévue aux articles 22 ou 22.1 d'entretenir celui-ci en contravention avec les règlements pris à ce sujet sous le régime de l'article 18.

Entretien d'ouvrage de franchissement

18. The Act is amended by adding the following after section 23:

Audible Warnings

23.1 (1) No person shall use the whistle on any railway equipment in an area within a municipality if

- (a) the area meets the requirements prescribed for the purposes of this section; and
- (b) the government of the municipality by resolution declares that it agrees that such whistles should not be used in that area and has, before passing the resolution,
 - (i) consulted the railway company that operates the relevant line of railway,
 - (ii) notified each relevant association or organization, and
 - (iii) given public notice of its intention to pass the resolution.

(2) The Minister may decide whether the area meets the prescribed requirements and the Minister's decision is final.

(3) Despite subsection (1), the whistle may be used if

- (a) there is an emergency;
- (b) any rules in force under section 19 or 20 require its use; or
- (c) a railway safety inspector orders its use under section 31.

19. (1) Subsection 24(1) of the Act is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (f) and by adding the following after that paragraph:

- (f.1) respecting the construction, alteration and maintenance of roads for the purpose of ensuring safe railway operations;
- (f.2) respecting the control of vehicular and pedestrian traffic on road approaches to road crossings for the purpose of ensuring safe railway operations; and

(2) Section 24 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

18. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 23, de ce qui suit :

Avertissement audible

23.1 (1) Il est interdit d'utiliser le sifflet d'un train sur toute partie du territoire d'une municipalité lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) le territoire est conforme aux règlements pris pour l'application du présent article;
- b) l'administration municipale a, par résolution, manifesté son accord concernant l'interdiction du sifflet après avoir consulté la compagnie de chemin de fer qui exploite la voie ferrée, notifié les organisations intéressées et fait publier un avis à cet effet.

(2) Le ministre peut statuer sur la conformité de la partie du territoire avec les règlements, et sa décision est définitive.

(3) Malgré le paragraphe (1), l'opérateur du train peut utiliser le sifflet dans une situation d'urgence, lorsque les règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20 l'exigent ou lorsque l'inspecteur de la sécurité ferroviaire l'exige en application de l'article 31.

19. (1) Le paragraphe 24(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa f), de ce qui suit :

- f.1) la construction, la modification et l'entretien des routes en vue de préserver la sécurité ferroviaire;
- f.2) le contrôle de la circulation des véhicules et des piétons aux abords des franchissements routiers en vue de préserver la sécurité ferroviaire;

(2) L'article 24 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Use of whistles

Ministerial decision

Exceptions

Sifflet

Décision du ministre

Exceptions

Exemption by Minister

(1.1) The Minister may, on any terms and conditions that the Minister considers necessary, exempt any railway company or other person from the application of any regulation made under subsection (1) if, in the opinion of the Minister, the exemption is in the public interest and is not likely to threaten safety.

(1.1) Le ministre peut, s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire et que la sécurité ferroviaire ne risque pas d'être compromise, soustraire, aux conditions qu'il juge utiles, toute compagnie de chemin de fer ou toute personne à l'application d'un règlement pris sous le régime du paragraphe (1).

Pouvoir du ministre

1996, c. 10, s. 265

20. (1) The portion of subsection 25(1) of the Act before paragraph (b) is replaced by the following:

20. (1) Le passage du paragraphe 25(1) de la même loi précédant l'alinéa b) est remplacé par ce qui suit :

1996, ch. 10, art. 265

Power of railway company to enter land adjoining line of railway

25. (1) For the purpose of preventing a threat to safe railway operations on a line of railway operated by a railway company, or for the purpose of restoring safe railway operations on a line of railway operated by a railway company,

25. (1) Afin de prévenir toute situation susceptible de compromettre la sécurité ferroviaire ou pour rétablir l'exploitation sécuritaire des chemins de fer, la compagnie de chemin de fer a accès à tout terrain contigu à la voie :

Pouvoirs de la compagnie de chemin de fer

(a) the company may

a) à tout moment, pour la modification ou l'entretien d'installations ferroviaires ou pour enlever tout obstacle à celles-ci, en l'absence d'un autre accès praticable à la voie, et peut y demeurer pour la durée nécessaire à ces fins;

(i) at any time, enter onto any land adjoining the land on which the line of railway is situated for the purpose of maintaining or altering railway works or removing obstructions to them if no other access to the line of railway is reasonably available, and

(ii) remain on the land for as long as is necessary to accomplish that purpose;

(2) Section 25 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

(2) L'article 25 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

Power of road authority to enter land adjoining line of railway

(1.1) For the purpose of preventing a threat to safe railway operations at a road crossing, a road authority may at any reasonable time enter onto any land in the vicinity of the road crossing to cut down trees or brush that has been permitted to grow on that land in contravention of regulations made under paragraph 24(1)(e), if the road authority gives notice in writing to the owner of the land of its intention to do so.

(1.1) Afin de prévenir toute situation susceptible de compromettre la sécurité ferroviaire, l'autorité responsable du service de voirie a accès à tout terrain situé à proximité des franchissements routiers à toute heure convenable et sur préavis écrit au propriétaire pour y abattre les arbres ou y enlever les broussailles dont la présence contrevient aux règlements pris en vertu de l'alinéa 24(1)e).

Pouvoirs de l'autorité responsable du service de voirie

(3) Subsection 25(3) of the Act is replaced by the following:

(3) Le paragraphe 25(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Compensation

(3) If the owner, lessee or occupier of adjoining land suffers a loss because of the exercise by a railway company or a road authority of a power conferred by this section, the railway company or road authority shall pay to that person any compensation in

(3) La compagnie ou l'autorité responsable du service de voirie qui exerce les pouvoirs prévus au présent article paie au propriétaire, au locataire ou à l'occupant concerné les dommages-intérêts entraînés par cet exercice et convenus entre elle et ceux-ci ou, à défaut

Dommages-intérêts

respect of that loss that they may agree on or, failing an agreement, that is determined under section 26, but the payment of compensation is not a condition precedent to the exercise of the power.

d'entente, fixés aux termes de l'article 26. Cet exercice n'est cependant pas subordonné au paiement préalable des dommages-intérêts.

21. The heading "Railway Safety Inspectors" before section 27 of the Act is replaced by the following:

21. L'intertitre « Inspecteurs de la sécurité ferroviaire » précédant l'article 27 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Railway Safety Inspectors and Screening Officers

Inspecteurs de la sécurité ferroviaire et agents de contrôle

22. Subsection 27(1) of the Act is replaced by the following:

22. Le paragraphe 27(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Designation

27. (1) The Minister may designate any person whom the Minister considers qualified as a railway safety inspector or a screening officer for the purposes of this Act and, in the case of a railway safety inspector, the Minister shall designate the matters in respect of which the person may exercise the powers of a railway safety inspector.

27. (1) Le ministre peut désigner les personnes qu'il estime qualifiées pour remplir les fonctions d'inspecteur de la sécurité ferroviaire ou celles d'agent de contrôle dans le cadre de la présente loi. Il doit, à l'égard des inspecteurs de la sécurité ferroviaire, délimiter leur champ de compétence.

Désignation

23. Paragraph 28(1)(a) of the Act is replaced by the following:

23. L'alinéa 28(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(a) for the purpose of ensuring compliance with this Act and with the regulations, emergency directives, rules and orders made under this Act, enter any place, other than a private dwelling-place, where activities are carried on that relate directly or indirectly to the operation of a railway, including railway equipment, and carry out any inspection that the inspector considers necessary in relation to the matters designated by the Minister under section 27 in respect of which the inspector may exercise the powers of a railway safety inspector;

a) en vue d'assurer l'observation de la présente loi et de ses textes d'application, procéder à la visite de tous lieux, autre qu'une maison d'habitation, où se déroulent des activités se rapportant directement ou indirectement à l'exploitation des chemins de fer — y compris un train — et y effectuer l'examen nécessaire dans le cadre de son champ de compétence délimité par le ministre au titre de l'article 27;

(a.1) require any person appearing to be in charge of the place to produce any document, regardless of physical form or characteristics, for inspection or for the purpose of making copies or taking extracts;

a.1) ordonner à toute personne apparemment responsable du lieu de son intervention de lui remettre tous documents — qu'en soit le support — pour qu'il les vérifie ou en fasse des copies ou des extraits;

24. (1) Subsections 31(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

24. (1) Les paragraphes 31(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Inspector may forbid or restrict use of unsafe crossing work

(2) If a railway safety inspector is of the opinion that the standard of construction or maintenance of a crossing work threatens safe railway operations, the inspector, by notice sent to the person responsible for the maintenance

(2) L'inspecteur transmet au responsable de l'entretien d'ouvrages de franchissement un avis pour l'informer de son opinion et des motifs de celle-ci, lorsqu'il estime que les normes de construction ou d'entretien de

Interdiction d'usage pour mauvais état d'ouvrages de franchissement

nance of the crossing work and to the railway company concerned,

(a) shall inform them of that opinion and of the reasons for it; and

(b) may, if the inspector is satisfied that the threat is immediate, order either of them to ensure that the crossing work not be used, or not be used otherwise than under terms and conditions specified in the notice, until the threat is removed to the inspector's satisfaction.

Unsafe use of road crossing

(2.1) If a railway safety inspector is of the opinion that the method of operating a vehicle over a road crossing threatens safe railway operations, the inspector, by notice sent to the driver or operator of the vehicle,

(a) shall inform them of that opinion and of the reasons for it; and

(b) may, if the inspector is satisfied that the threat is immediate, order them to stop using the road crossing or to use it only under terms and conditions specified in the notice, until the threat is removed to the inspector's satisfaction.

Inspector may forbid operation of certain works or equipment

(3) If a railway safety inspector is of the opinion that the operation of a line work or railway equipment of a particular railway company threatens the safety or security of railway operations, the inspector, by notice sent to the company or to any other person who owns or leases the equipment,

(a) shall inform them of that opinion and of the reasons for it; and

(b) may, if the inspector is satisfied that the threat is immediate, order either of them to ensure that the line work or railway equipment not be operated, or not be operated otherwise than under terms and conditions specified in the notice, unless the work or equipment is operated so as to remove the threat, to the inspector's satisfaction.

(2) Subsections 31(5) to (8) of the Act are replaced by the following:

(5) If a notice sent under this section contains an order, the railway safety inspector who sends it shall immediately inform the Minister of the order and the reasons for it.

Minister to be informed of order

ceux-ci risquent de compromettre la sécurité ferroviaire; il transmet aussi l'avis à la compagnie de chemin de fer concernée. S'il est convaincu que le risque est imminent, il peut en outre ordonner au responsable ou à la compagnie, pour ce qui est de l'ouvrage de franchissement en cause, d'empêcher son utilisation ou de faire en sorte qu'il ne soit utilisé qu'à certaines conditions, tant que le risque ne lui paraîtra pas écarté.

(2.1) L'inspecteur peut également, lorsqu'il estime que le mode d'utilisation d'un véhicule sur un franchissement routier risque de compromettre la sécurité ferroviaire, transmettre un avis à la personne qui l'utilise ou qui l'exploite commercialement pour l'informer de son opinion et des motifs de celle-ci. S'il est convaincu que le risque est imminent, il peut en outre lui ordonner de cesser de l'utiliser ou assujettir son utilisation à certaines conditions, tant que le risque ne lui paraîtra pas écarté.

Utilisation dangereuse des franchissements routiers

(3) L'inspecteur transmet à la compagnie de chemin de fer ou à tout propriétaire ou locateur de matériel ferroviaire un avis pour l'informer de son opinion et des motifs de celle-ci, lorsqu'il estime que l'exploitation de ses lignes de chemin de fer ou de son matériel ferroviaire risque de compromettre la sécurité ferroviaire. S'il est convaincu que le risque est imminent, il peut en outre, dans l'avis, ordonner à la compagnie ou à la personne concernée d'empêcher l'utilisation de ces lignes ou du matériel visé, ou de faire en sorte qu'ils ne soient utilisés qu'à certaines conditions, tant que le risque ne lui paraîtra pas écarté.

Interdiction d'exploitation de lignes de chemin de fer ou de matériel ferroviaire

(2) Les paragraphes 31(5) à (8) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(5) L'inspecteur informe le ministre, dans les meilleurs délais, de tout ordre donné en application du présent article et des raisons qui le motivent.

Avis au ministre

Copies of certain notices to be served on supervisor

(6) If a notice sent to a railway company under this section contains an order, the railway safety inspector who sent the notice shall send a copy of it

(a) to the railway company supervisor who is directly responsible for the works or equipment concerned; or

(b) in the absence of that supervisor, to the railway company employee who, at that time, is in charge of the works or equipment concerned.

(6) Il transmet une copie de l'ordre donné au cadre de la compagnie immédiatement responsable des installations ou du matériel visés ou, en l'absence de ce cadre, au préposé en ayant alors le contrôle.

Copie au responsable

5

Effect of order

(7) An order contained in a notice under this section has effect

(a) in the case of a railway company, when the company receives the notice or a railway company supervisor or employee receives a copy of it, whichever occurs first; or

(b) in the case of another person, when they receive the notice.

(7) L'ordre prend effet dès que le destinataire reçoit l'avis ou, dans le cas où l'ordre est donné à une compagnie, dès que celle-ci, son cadre ou son préposé reçoit l'avis.

Effet de l'ordre

Alteration and revocation of orders by other inspectors

(8) An order made by a railway safety inspector under this section may be altered or revoked by another railway safety inspector only if the inspector who made the order is unable to act.

(8) L'ordre ne peut être modifié ou annulé par un autre inspecteur qu'en cas d'empêchement du premier.

Empêchement de l'inspecteur

25

(3) Subsection 31(10) of the Act is replaced by the following:

(10) An alteration or revocation of an order under this section has effect when the railway company or other person to whom the original notice was sent receives a notice of the alteration or revocation.

(3) Le paragraphe 31(10) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(10) La modification ou l'annulation de l'ordre prend effet dès que le destinataire de l'avis ou de l'ordre en reçoit notification.

Prise d'effet

When alteration or revocation effective

25. Subsection 32(4) of the Act is replaced by the following:

(3.1) If the Minister is of the opinion that the safety management system established by a railway company has deficiencies that risk compromising railway safety, the Minister may, by notice sent to the company, order the company to take the necessary corrective measures.

25. Le paragraphe 32(4) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3.1) S'il estime que le système de gestion de la sécurité ferroviaire établi par une compagnie de chemin de fer présente des lacunes qui risquent de compromettre la sécurité ferroviaire, le ministre peut, par avis, ordonner à la compagnie d'apporter les mesures correctives nécessaires.

Lacunes du système de gestion de la sécurité ferroviaire

Safety management system deficiencies

When order effective

(4) An order contained in a notice to a person or railway company under subsection (1), (3) or (3.1) has effect when the person or railway company receives the notice.

(4) L'ordre donné dans un avis prévu aux paragraphes (1), (3) ou (3.1) prend effet à la réception de celui-ci par son destinataire.

Effet de l'ordre

45

26. (1) Subsection 33(1) of the Act is replaced by the following:

Minister may send emergency directives

33. (1) If the Minister is of the opinion that there is an immediate threat to safe railway operations or the security of rail transportation, the Minister may, by emergency directive sent to a railway company, order it

(a) either absolutely or to the extent specified in the directive,

(i) to stop using the kind of railway works or railway equipment that poses the threat, or

(ii) to stop following the maintenance or operating practice that poses the threat; or

(b) to follow a maintenance or operating practice specified in the directive if the threat is posed by the company's not following that practice.

Directive despite compliance with law

(1.1) The Minister may issue an emergency directive even though

(a) the construction of the railway work was undertaken in accordance with the law in force at the time; and

(b) using the railway equipment or following or not following the maintenance or operating practice is in accordance with this Act or any regulations or rules made under it.

(2) Subsection 33(5) of the Act is replaced by the following:

Inconsistency between emergency directives, regulations, rules or orders

(5) In the event that, for any railway company, there is an inconsistency between an emergency directive and a regulation made under subsection 18(1) or (2.1) or a rule in force under section 19 or 20, the emergency directive prevails to the extent of the inconsistency.

27. Subsections 35(1) and (2) of the Act are replaced by the following:

Medical examination

35. (1) A person who holds a position that is declared by regulations made under paragraph 18(1)(b) or by any rule in force under section 19 or 20 to be a position critical to safe

26. (1) Le paragraphe 33(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Cas d'injonction

33. (1) Le ministre peut, en lui transmettant un avis en ce sens, enjoindre à la compagnie de chemin de fer concernée de mettre fin, totalement ou dans la mesure prévue dans l'avis, à l'utilisation d'installations ou de matériel ferroviaires d'un type déterminé, ou à toute pratique concernant leur entretien ou leur exploitation, qui, selon lui, risquent de compromettre de façon imminente la sécurité ferroviaire. Il peut, de la même manière, lui enjoindre de mettre en oeuvre une certaine pratique concernant cet entretien ou cette exploitation lorsqu'une omission à cet égard comporte un tel risque.

Portée de l'injonction

(1.1) L'injonction peut viser des installations qui ont été construites conformément au droit en vigueur à l'époque ou une utilisation du matériel, une pratique ou une omission conformes à la présente loi ou aux règlements ou règles en découlant.

(2) Le paragraphe 33(5) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Incompatibilité

(5) Les dispositions d'une injonction ministérielle l'emportent sur les dispositions incompatibles d'un règlement pris sous le régime des paragraphes 18(1) ou (2.1) ou d'une règle établie sous le régime des articles 19 ou 20.

27. Les paragraphes 35(1) et (2) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Examen médical

35. (1) Le titulaire d'un poste classifié comme essentiel pour la sécurité ferroviaire en application soit du règlement pris en vertu de l'alinéa 18(1)b), soit des règles en vigueur

railway operations, referred to in this section as a “designated position”, shall undergo a medical examination organized by the railway company concerned, including audio-metric and optometric examination, at intervals determined by the regulations or rule.

sous le régime des articles 19 ou 20, est tenu de passer, à intervalles fixés dans le règlement ou la règle, un examen médical — notamment d’acuité auditive et visuelle — organisé par la compagnie de chemin de fer concernée. 5

Physician or optometrist to disclose potentially hazardous conditions

(2) If a physician or an optometrist believes, on reasonable grounds, that a patient is a person described in subsection (1), the physician or optometrist shall, if in their opinion the patient has a condition that is likely to pose a threat to safe railway operations,

(2) Le médecin ou l’optométriste qui a des motifs raisonnables de croire que son patient occupe un tel poste doit, si à son avis l’état de l’intéressé risque de compromettre cette sécurité, en informer sans délai, par avis écrit motivé, tout médecin ou optométriste désigné par la compagnie, après avoir pris des mesures raisonnables pour en informer d’abord son patient. Le patient est présumé avoir consenti à cette communication et une copie de l’avis 15 lui est transmise sans délai.

Avertissement médical

(a) by notice sent without delay to a physician or optometrist specified by the railway company, inform the specified physician or optometrist of that opinion and the reasons for it, after the physician or optometrist has taken reasonable steps to first inform the patient, and 20

(b) without delay send a copy of that notice to the patient,

and the patient is deemed to have consented to the disclosure required by paragraph (a).

28. Section 36 of the Act is repealed. 25

28. L’article 36 de la même loi est abrogé.

29. Section 37 of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (a), by adding the word “and” at the end of paragraph (b) and by adding the following after paragraph (b): 30

29. L’article 37 de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa b), de ce qui suit : 20

(c) respecting notification to the Minister by railway companies of information suitable for monitoring safety performance or predicting potential changes in levels of safety, including information about any accident or incident associated with railway safety or any situation that could have a detrimental impact on safety performance. 35

c) la notification au ministre, par les compagnies de chemin de fer, des renseignements nécessaires à l’évaluation du rendement du point de vue de la sécurité, à la prédiction des variations dans ce domaine, afférents aux accidents, aux incidents ou à toute situation de nature à provoquer un problème de sécurité.

30. Section 39 of the Act and the heading before it are replaced by the following: 40

30. L’article 39 de la même loi et l’intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :

Security

Sûreté du transport ferroviaire

Screening before boarding

39. (1) A screening officer may require a person or any goods to undergo authorized screening before the person or goods come on board railway equipment or enter a restricted area and, if so required,

(a) the person shall not board the railway equipment or enter the restricted area unless the person has undergone the authorized screening; and

(b) no person shall take the goods, or have them placed, on board the railway equipment or in the restricted area unless the goods have undergone the authorized screening.

39. (1) Il est interdit à quiconque de monter à bord d'un train ou de pénétrer dans une zone réglementée, d'y mettre des biens ou de les faire mettre par autrui, sans avoir subi le contrôle, pour lui-même ou ceux-ci, que peut exiger l'agent de contrôle.

Contrôle préalable à l'embarquement

Screening after boarding or in restricted areas

(2) A screening officer may require a person on board railway equipment or in a restricted area to undergo authorized screening and, if the person refuses,

(a) the officer may order the person to leave the railway equipment or restricted area and to remove from it any goods that the person took or had placed there; and

(b) the person shall leave the railway equipment or restricted area and remove or permit the removal of the goods immediately or, if the railway equipment is moving, at the first reasonable opportunity.

(2) L'agent de contrôle peut ordonner à toute personne qui refuse de se soumettre au contrôle, de quitter le train ou la zone réglementée et d'enlever les biens qu'elle y a apportés ou fait mettre. Son ordre est exécutoire immédiatement ou, si le train n'est pas en gare, dans les meilleurs délais.

Contrôle à bord ou dans une zone réglementée

Unaccompanied goods

(3) A screening officer may carry out authorized screening of any goods at a railway work that are intended for transport on railway equipment and are not accompanied by a person, and the officer may use any force that is reasonably necessary to gain access to the goods.

(3) L'agent de contrôle peut procéder, dans une installation ferroviaire, au contrôle de biens destinés au transport par train mais non accompagnés. Le cas échéant, il peut employer la force justifiable en la circonstance pour y avoir accès.

Biens non accompagnés

False or misleading information

(4) No person shall knowingly make any false or misleading statement to a screening officer, or knowingly provide false or misleading information to a screening officer.

(4) Il est interdit de faire sciemment une déclaration fautive ou trompeuse ou de fournir sciemment une information fautive ou trompeuse à un agent de contrôle.

Information fautive ou trompeuse

Operators to post notices

(5) When authorized screening is required or authorized under this Act on board railway equipment or at a railway work, the railway company that operates the railway equipment or railway work shall post notices stating that

(5) Dans le cas où le contrôle des personnes ou des biens est exigé ou autorisé, en vertu de la présente loi, à bord d'un train ou dans une installation ferroviaire, la compagnie de chemin de fer est tenue d'afficher des avis à cet effet, précisant que le contrôle des personnes

Obligation d'affichage

	<p>(a) authorized screening is being carried out;</p> <p>(b) no person is obliged to undergo authorized screening of their person if they choose not to board the railway equipment or enter a restricted area; and</p> <p>(c) no person is obliged to permit authorized screening of their goods if they choose not take the goods or have them placed on board the railway equipment or in the restricted area.</p>	<p>ou des biens n'est obligatoire que lorsque les personnes soit montent à bord ou pénètrent dans une zone réglementée, soit y mettent leurs biens.</p>	
Placement and languages of notices	<p>(6) The notices must be posted in prominent places where authorized screening is carried out and they must be written in both of the official languages of Canada and may, in addition, be written in any other language.</p>	<p>(6) Les avis doivent être placés bien en vue, dans les lieux de contrôle, et au moins dans les deux langues officielles du Canada.</p>	5 Emplacement et langue des avis
Minister may formulate security measures	<p>39.1 (1) The Minister may formulate measures respecting the security of railway transportation.</p>	<p>39.1 (1) Le ministre peut établir des mesures pour assurer la sûreté du transport ferroviaire.</p>	10 Mesures de sécurité établies par le ministre
Requirement to carry out measures	<p>(2) The Minister may, by notice in writing, require or authorize a railway company to carry out any of those security measures.</p>	<p>(2) Le ministre peut, par avis écrit, obliger ou autoriser la compagnie de chemin de fer à mettre en oeuvre de telles mesures.</p>	20 Mise en oeuvre
Exemption by Minister	<p>(3) The Minister may, on any terms and conditions that the Minister considers necessary, exempt any railway company or other person from the application of a security measure if, in the opinion of the Minister, the exemption is in the public interest and is not likely to pose a security threat.</p>	<p>(3) Le ministre peut, s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire et que la sécurité ferroviaire ne risque pas d'être compromise, soustraire, aux conditions qu'il juge utiles, toute compagnie de chemin de fer ou toute personne à l'application d'une mesure de sûreté du transport ferroviaire.</p>	25 20 Pouvoir du ministre
Disclosure of security documents	<p>39.2 (1) No person shall disclose to any other person the substance of a security document that is labelled as such unless the disclosure is</p> <p>(a) authorized by the Minister;</p> <p>(b) ordered by a court or other body under subsection (3);</p> <p>(c) required by law; or</p> <p>(d) necessary to give effect to the document.</p>	<p>39.2 (1) Il est interdit de communiquer la teneur d'un texte relatif à la sûreté du transport ferroviaire qui est désigné comme tel, sauf si la communication est soit nécessaire à son efficacité ou légalement exigée, soit autorisée par le ministre ou ordonnée par un tribunal ou tout autre organisme en vertu du paragraphe (3).</p>	30 25 Interdiction de communication
Court or other body to inform Minister	<p>(2) If a request is made for the production or discovery of the security document in any proceeding before a court or other body having jurisdiction to compel its production or discovery, the court or other body shall</p>	<p>(2) Saisi d'une demande de production ou de divulgation, le tribunal ou tout autre organisme compétent pour y contraindre la notifie au ministre — si celui-ci n'est pas partie à la procédure — et examine à huis clos</p>	30 30 Notification au ministre

Order for production and discovery

(a) notify the Minister of the request, if the Minister is not a party to the proceeding; and
 (b) examine the document in a hearing closed to the public and give the Minister a reasonable opportunity to make representations with respect to it.

(3) If the court or other body concludes that the public interest in the proper administration of justice outweighs the interests that would be protected by non-disclosure, the court or other body

(a) shall order the production and discovery of the security document, subject to any restrictions or conditions that the court or other body considers appropriate; and

(b) may require any person to give evidence relating to the document.

le texte relatif à la sûreté du transport ferroviaire en donnant au ministre la possibilité de présenter ses observations.

(3) S'il conclut, en l'espèce, que l'intérêt public d'une bonne administration de la justice a prépondérance sur le secret auquel est assujéti le texte relatif à la sûreté du transport ferroviaire, le tribunal ou l'autre organisme doit en ordonner la production et la divulgation, sous réserve des conditions qu'il juge indiquées; il peut en outre enjoindre à toute personne de témoigner à son sujet.

Ordre de production et de divulgation

31. Subsections 41(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

31. Les paragraphes 41(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Contravention of regulations, orders, etc.

(2) A person is guilty of an offence if the person contravenes

(a) a regulation made under subsection 7(1) or section 7.1, 18, 24, 37, 47 or 47.1;

(b) an order made by the Minister or a railway safety inspector under subsection 7(2) or 19(1) or section 31 or 32;

(c) a requirement made by the Agency under subsection 16(3) or 26(3);

(d) a rule in force under section 19 or 20;

(e) an emergency directive made by the Minister under section 33; or

(f) a requirement under subsection 39.1(2) to carry out a security measure.

(2) Commet une infraction quiconque contrevient :

a) à un règlement pris en vertu du paragraphe 7(1) ou des articles 7.1, 18, 24, 37, 47 ou 47.1;

b) à l'ordre de l'inspecteur de la sécurité ferroviaire ou du ministre, ou à l'arrêté du ministre, donnés ou pris en vertu des paragraphes 7(2) ou 19(1) ou des articles 31 ou 32;

c) à la demande de l'Office faite en vertu des paragraphes 16(3) ou 26(3);

d) à une règle en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20;

e) à une injonction ministérielle prise en vertu de l'article 33;

f) à l'obligation de mettre en oeuvre la mesure de sûreté du transport ferroviaire imposée au titre du paragraphe 39.1(2).

Contravention aux règlements, aux injonctions ministérielles, etc.

Punishment	<p>(2.1) A person who is guilty of an offence under subsection (2) is liable on summary conviction</p> <p>(a) in the case of a corporation, to a fine of not more than \$100,000; and</p> <p>(b) in the case of an individual, to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both.</p>	<p>(2.1) Quiconque commet l'infraction prévue au paragraphe (2) encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, soit une amende maximale de 5 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou 5 l'une de ces peines, s'il s'agit d'une personne physique, soit une amende maximale de 100 000 \$, s'il s'agit d'une personne morale.</p>	Sanctions
Continuing offences	<p>(3) If a person commits a contravention described in subsection (1) or (2) that occurs on more than one day, or is continued for more than one day, the person is deemed to have committed a separate offence for each day on which it occurs or is continued. 15</p>	<p>(3) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute contravention visée aux paragraphes (1) ou (2).</p>	Infractions continues
Venue	<p>(3.1) Any complaint or information in respect of an offence under this Act may be heard, tried or determined by a court if the accused is resident or carrying on business within the territorial jurisdiction of that court although the matter of the complaint or information did not arise in that territorial jurisdiction. 20</p>	<p>(3.1) Une plainte relative à une infraction à la présente loi peut être entendue ou jugée par un tribunal du lieu où l'accusé réside ou fait des affaires, même si le fait générateur de la plainte ne s'est pas produit dans ce ressort.</p>	Ressort
Joinder of complaints	<p>(3.2) The judge who hears, tries or determines the complaint or information may, at the request of the accused, join it with others of the same type against the accused, even if the matter of the complaints or informations did not arise in the same territorial jurisdiction, and hear them under the same procedure. 30</p>	<p>(3.2) Le juge qui instruit la plainte peut, à la demande de l'accusé, réunir plusieurs chefs d'accusation d'un même type qui pèsent contre celui-ci dans plusieurs ressorts et les entendre dans le cadre de la même procédure.</p>	Réunion de plusieurs accusations
Ministerial orders, etc., not statutory instruments	<p>32. Section 44 of the Act and the heading "Railway Safety Consultative Committee" before it are repealed.</p>	<p>32. L'article 44 de la même loi et l'intertitre « Comité consultatif de la sécurité ferroviaire » le précédant sont abrogés. 25</p>	
	<p>33. Section 46 of the Act is replaced by the following:</p>	<p>33. L'article 46 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p>	
	<p>46. The following are not statutory instruments for the purposes of the <i>Statutory Instruments Act</i>:</p>	<p>46. Les textes suivants ne sont pas des textes réglementaires au sens de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> :</p>	Nature des arrêtés, injonctions, etc.
	<p>(a) orders made by the Minister under subsection 7(2) or 19(1); 40</p>	<p>a) les arrêtés pris par le ministre en vertu des paragraphes 7(2) ou 19(1);</p>	
	<p>(b) standards, rules or notices of approval made, filed or sent under subsection 7(2) or (2.1) or section 19 or 20;</p>	<p>b) les normes établies au titre des paragraphes 7(2) et (2.1) ainsi que les règles et les avis d'approbation visés aux articles 19 ou 20;</p>	
	<p>(c) notices of exemption under subsection 22(2); 45</p>	<p>c) les avis d'exemption visés au paragraphe 22(2);</p>	

(d) orders and notices sent under section 31 or 32;

(e) emergency directives made by the Minister under section 33; or

(f) security measures formulated under subsection 39.1(1).

d) les ordres et les avis prévus aux articles 31 et 32;

e) les injonctions ministérielles visées à l'article 33;

f) les mesures de sûreté du transport ferroviaire établies en vertu du paragraphe 39.1(1).

34. The Act is amended by adding the following after section 47:

47.1 (1) The Governor in Council may make regulations respecting the development and implementation of safety management systems by railway companies, including the criteria to which the safety management systems must conform.

(2) The Governor in Council may make regulations restricting or otherwise governing the release of pollutants into the environment from the operation of railway equipment.

34. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 47, de ce qui suit :

47.1 (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, exiger d'une compagnie de chemin de fer la mise en place d'un système de gestion de la sécurité et prévoir les critères auxquels celui-ci doit se conformer.

(2) Il peut également, par règlement, prévoir des normes limitant les rejets de polluant dans l'environnement découlant de l'exploitation de matériel ferroviaire.

35. Section 49 of the Act is replaced by the following:

49. A regulation made under subsection 7(1) or section 7.1, 18, 24, 37, 47 or 47.1, or a rule in force under section 19 or 20, prevails over an order, rule or regulation made under any other Act of Parliament to the extent of any inconsistency between them.

35. L'article 49 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

49. Les dispositions des règlements pris en vertu du paragraphe 7(1) et des articles 7.1, 18, 24, 37, 47 et 47.1 ainsi que les règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20 l'emportent sur les dispositions incompatibles des textes d'application de toute autre loi fédérale.

36. Subsection 50(1) of the Act is replaced by the following:

50. (1) Subject to subsection (2), a copy of each regulation that is proposed to be made under subsection 7(1) or section 7.1, 18, 24, 37, 47 or 47.1 shall be published in the *Canada Gazette* at least ninety days before its proposed effective date, and interested persons shall be given a reasonable opportunity within those ninety days to make representations to the Minister with respect to the regulation.

36. Le paragraphe 50(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

50. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les projets de règlements fondés sur le paragraphe 7(1) et les articles 7.1, 18, 24, 37, 47 et 47.1 sont publiés dans la *Gazette du Canada* au moins quatre-vingt-dix jours avant la date envisagée pour leur entrée en vigueur, les intéressés se voyant accorder la possibilité de présenter au ministre, pendant ce délai, leurs observations à cet égard.

37. The English version of the Act is amended by replacing the expression "proposing party" with the word "proponent" in the following provisions:

(a) subsection 8(3);

(b) subsection 9(2);

37. Dans les passages suivants de la version anglaise de la même loi, « proposing party » est remplacé par « proponent » :

a) le paragraphe 8(3);

b) le paragraphe 9(2);

Regulations — safety management systems

Regulations — protection of the environment

Safety regulations prevail

Publication of proposed regulations

Replacement of "proposing party" with "proponent"

Règlement concernant le système de gestion de la sécurité

Protection de l'environnement

Incompatibilité

Publication des projets de règlement

Remplacement de « proposing party » par « proponent »

(c) subsections 10(1) to (3);
 (d) subsection 10(6);
 (e) paragraph 10(8)(b);
 (f) subsections 12(1) to (3);
 (g) subsections 13(1) and (2); and
 (h) subsection 17(1).

c) les paragraphes 10(1) à (3);
 d) le paragraphe 10(6);
 e) l'alinéa 10(8)b);
 f) les paragraphes 12(1) à (3);
 g) les paragraphes 13(1) et (2);
 h) le paragraphe 17(1).

5

5

CONSEQUENTIAL AMENDMENT

MODIFICATION CORRÉLATIVE

R.S., c. A-1

*Access to Information Act**Loi sur l'accès à l'information*

L.R., ch. A-1

R.S., c. 32
(4th Supp.),
s. 52

38. Schedule II to the *Access to Information Act* is amended by replacing the reference to “subsection 39(8)” opposite the reference to “*Railway Safety Act*” with a reference to “subsection 39.2(1)”.

38. Dans l'annexe II de la *Loi sur l'accès à l'information*, la mention « paragraphe 39(8) » placée en regard de « *Loi sur la sécurité ferroviaire* » est remplacée par « paragraphe 39.2(1) ».

L.R., ch. 32
(4^e suppl.),
art. 52

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into
force

39. This Act, or any of its provisions, comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

39. La présente loi ou telle de ses dispositions entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Entrée en
vigueur

EXPLANATORY NOTES

Clause 1: Section 3 and the heading before it read as follows:

DECLARATION

3. It is hereby declared that this Act is enacted for the attainment of such of the objectives of the national transportation policy, as set out in section 5 of the *Canada Transportation Act* as relate to the safety of railway operations and as fall within the purview of subject-matters under the legislative authority of Parliament.

NOTES EXPLICATIVES

Article 1. — Texte de l'article 3 et de l'intertitre le précédant :

DÉCLARATION

3. Il est déclaré que la présente loi vise à la réalisation des objectifs mentionnés à l'article 5 de la *Loi sur les transports au Canada* et touchant à des questions de sécurité ferroviaire relevant de la compétence législative du Parlement.

Clause 2: (1) The definition “alter” in subsection 4(1) reads as follows:

“alter” includes reconstruct but does not include maintain;

(2) The definition “proposing party” in subsection 4(1) reads as follows:

“proposing party”, in relation to a proposed railway work, whether involving the construction of a new railway work or the alteration of an existing railway work, means the person proposing, whether voluntarily or by virtue of a requirement imposed by or under another Act, to undertake that construction or alteration or to cause that construction or alteration to be undertaken;

(3) The definition “person” in subsection 4(1) reads as follows:

“person” includes a municipality and a public authority having legal jurisdiction to open and maintain highways in the area under its jurisdiction;

(4) New.

Article 2, (1). — Texte de la définition de « modification » au paragraphe 4(1) :

« modification » Y est assimilée la reconstruction, à l'exclusion de l'entretien.

(2). — Texte de la définition de « promoteur » au paragraphe 4(1) :

« promoteur » Personne qui se propose d'entreprendre ou d'ordonner la construction ou la modification d'installations ferroviaires, de son propre gré ou en raison des obligations découlant d'une autre loi.

(3). — Texte de la définition de « personne » au paragraphe 4(1) :

« personne » Y sont assimilées les municipalités ainsi que toute administration publique ayant légalement le droit d'ouvrir et d'entretenir des routes.

(4). — Nouveau.

(5) New.

(5). — Nouveau.

(6) New.

(6). — Nouveau.

Clause 3: Subsection 7(2.1) is new. Subsections 7(2) and (3) read as follows:

(2) The Minister may, by order, require a railway company

(a) to formulate engineering standards governing or embracing any matter referred to in subsection (1) that is specified in the order and is not dealt with by regulations made pursuant to that subsection, or

(b) to revise its engineering standards governing such a matter in a manner specified in the order,

and to file with the Minister for approval, within a period specified in the order, the standards so formulated or so revised.

Article 3. — Le paragraphe 7(2.1) est nouveau. Texte des paragraphes 7(2) et (3) :

(2) Le ministre peut, par arrêté, demander à une compagnie de chemin de fer soit d'établir des normes concernant l'un des domaines visés au paragraphe (1) à l'égard duquel le pouvoir réglementaire attribué par ce paragraphe n'a pas été exercé, soit de modifier, d'une façon particulière, de telles normes et d'en déposer auprès de lui, pour approbation, le texte original ou modifié, le tout dans un délai déterminé dans l'arrêté.

(3) Subsections 19(4) to (11) apply in relation to standards referred to in subsection (2), with such modifications as the circumstances require and without regard to the references to relevant association or organization.

(3) Les paragraphes 19(4) à (11) s'appliquent — à l'exception de toute mention d'organisation intéressée — aux normes visées au paragraphe (2), compte tenu des adaptations de circonstance.

Clause 4: New.

Article 4. — Nouveau.

Clause 5: Subsections 8(1) and (2) read as follows:

Article 5. — Texte des paragraphes 8(1) et (2) :

8. (1) The proposing party in relation to a proposed railway work of a kind prescribed for the purposes of this subsection, whether consisting of the construction of a new railway work or the alteration of an existing railway work, shall not undertake the work unless it has first given notice of the work in accordance with the regulations.

8. (1) Le promoteur ne peut entreprendre la construction ou la modification d'installations ferroviaires désignées par règlement d'application du présent paragraphe avant d'en avoir donné avis conformément aux règlements.

(2) Any person to whom a notice of a proposed railway work is given under subsection (1) who considers that the safety of the person or person's property would be prejudiced by that proposed railway work may, before the expiration of the period specified in the notice for the filing of objections, file with the proposing party an objection to the proposed railway work setting out the reasons for the objection, and, where the person does so, the person shall forthwith file a copy of that objection with the Minister.

(2) Le destinataire d'un tel avis qui considère que les travaux qui y sont visés portent atteinte à sa sécurité ou à celle de ses biens peut, dans le délai prévu dans l'avis, notifier au promoteur son opposition motivée à leur égard, auquel cas il dépose aussitôt copie de cette notification auprès du ministre.

Clause 6: New.

Article 6. — Nouveau.

Clause 7: Section 11 reads as follows:

11. (1) Except as provided by subsection (3), where the Minister's approval under section 10 is required for the undertaking of a proposed railway work, the proposing party shall not operate or permit the operation of that work until it has filed with the Minister an affidavit by the professional engineer in charge of that work to the effect that the engineer is satisfied that the work has been completed in accordance with the terms of the Minister's approval.

(2) Except as provided by subsection (3), where

(a) the Minister's approval under section 10 is not required for the undertaking of a proposed railway work, and

(b) the work is of a kind prescribed for the purpose of this subsection,

the proposing party shall not operate or permit the operation of that work until it has filed with the Minister an affidavit by the professional engineer in charge of that work to the effect that the engineer is satisfied that the work is consistent with safe railway operations.

(3) Where a proposed railway work consists of the alteration of an existing railway work, the professional engineer in charge of the proposed railway work shall, forthwith after its completion, file with the Minister the affidavit required by subsection (1) or (2), as the case may be, but the proposing party may operate or permit the operation of that work even before the affidavit is filed.

Clause 8: New.

Clause 9: Section 15 reads as follows:

15. Grants authorized under section 12, 13 or 14 shall be paid out of money appropriated by Parliament for that purpose.

Clause 10: Subsection 16(1) reads as follows:

16. (1) Where the proposing party in respect of a proposed railway work and each other person who stands to benefit from the completion of the work cannot agree on the apportionment between them of the liability to meet the construction, alteration, operational or maintenance costs in respect of that work, the proposing party or any of those persons may, if no right of recourse is available under Part III of the *Canada Transportation Act* or the *Railway Relocation and Crossing Act*, refer the matter to the Agency for a determination.

Article 7. — Texte de l'article 11 :

11. (1) Sous réserve du paragraphe (3), le promoteur ne peut exploiter les installations ferroviaires à l'égard desquelles une approbation ministérielle est requise, ni en permettre l'exploitation, avant le dépôt, auprès du ministre, d'une déclaration dans laquelle l'ingénieur agréé chargé des travaux atteste sous serment qu'il est convaincu de la conformité des installations avec l'approbation.

(2) Sous la même réserve, le promoteur ne peut exploiter les installations ferroviaires visées par un règlement d'application du présent paragraphe et à l'égard desquelles aucune approbation ministérielle n'est requise, ni en permettre l'exploitation, avant le dépôt auprès du ministre d'une déclaration dans laquelle l'ingénieur agréé chargé des travaux atteste sous serment qu'il est convaincu de la conformité des installations avec la sécurité ferroviaire.

(3) Dans le cas de modification d'installations ferroviaires, l'ingénieur agréé chargé des travaux dépose auprès du ministre, aussitôt qu'ils sont terminés, la déclaration visée aux paragraphes (1) ou (2), selon le cas. Celles-ci peuvent cependant être exploitées avant le dépôt.

Article 8. — Nouveau.

Article 9. — Texte de l'article 15 :

15. Les subventions prévues aux articles 12, 13 et 14 sont payées sur les fonds affectés à cette fin par le Parlement.

Article 10. — Texte du paragraphe 16(1) :

16. (1) Faute de recours prévu sous le régime de la partie III de la *Loi sur les transports au Canada* ou de la *Loi sur le déplacement des lignes de chemin de fer et les croisements de chemin de fer*, le promoteur et tout bénéficiaire des installations ferroviaires une fois terminées peuvent saisir l'Office de leur désaccord sur leurs obligations en ce qui concerne le coût de réalisation des travaux et les frais d'exploitation et d'entretien des installations réalisées.

Clause 11: Subsection 17(2) reads as follows:

(2) Where a proposing party who has applied for a grant under section 12 or 13 in respect of a work commences that work before the Minister has approved or rejected the application for the grant, the proposing party shall be deemed to have withdrawn the application for the grant.

Clause 12: Subsection 18(2.1) is new. Subsections 18(2) and (3) read as follows:

(2) The Governor in Council may make regulations respecting the operation and maintenance of crossing works.

(3) Where the Governor in Council, at any time, makes regulations respecting a matter referred to in subsection (1) that are inconsistent with rules approved in relation to a particular company by the Minister under section 19 or 20 in respect of that matter, then, to the extent of the inconsistency, those rules are thereupon revoked.

Clause 13: (1) Subsections 19(1) and (2) read as follows:

19. (1) The Minister may, by order, require a railway company

(a) to formulate rules respecting any matter referred to in subsection 18(1) that is specified in the order and is not dealt with by regulations made pursuant to that subsection, or

(b) to revise its rules respecting such a matter in a manner specified in the order,

and to file with the Minister for approval, within a period specified in the order, the rules so formulated or so revised.

Article 11. — Texte du paragraphe 17(2) :

(2) Le promoteur qui a fait une demande de subvention au titre des articles 12 ou 13 et commencé les travaux visés par celle-ci avant la décision du ministre à cet égard est censé avoir retiré sa demande.

Article 12. — Le paragraphe 18(2.1) est nouveau. Texte des paragraphes 18(2) et (3) :

(2) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements sur toute question concernant l'exploitation et l'entretien des ouvrages de franchissement.

(3) Les dispositions des règlements pris par le gouverneur en conseil sous le régime du paragraphe (1) annulent les dispositions incompatibles des règles approuvées par le ministre aux termes des articles 19 ou 20 relativement à une compagnie particulière de chemins de fer.

Article 13, (1). — Texte des paragraphes 19(1) et (2) :

19. (1) Le ministre peut, par arrêté, demander à une compagnie de chemin de fer soit d'établir des règles concernant l'un des domaines visés au paragraphe 18(1) à l'égard duquel le pouvoir réglementaire attribué par ce paragraphe n'a pas été exercé, soit de modifier, d'une façon particulière, de telles règles et d'en déposer auprès de lui, pour approbation, le texte original ou modifié, le tout dans un délai déterminé consécutif à l'arrêté.

(2) A railway company that is required, by order under subsection (1), to file rules with the Minister shall not file those rules unless it has first afforded a reasonable opportunity to each relevant association or organization that is likely to be affected by the implementation of those rules to consult with it concerning those rules.

(2) New.

(2) La compagnie ne peut procéder au dépôt qu'après avoir donné aux organisations intéressées susceptibles d'être touchées par la mise en oeuvre des règles la possibilité de lui faire part de leurs observations.

(2). — Nouveau.

(3) New.

(3). — Nouveau.

(4) Subsection 19(8) reads as follows:

(8) The Minister shall not, under this section, establish rules applying to a particular railway company unless the Minister has afforded that company and each relevant association or organization a reasonable opportunity to consult with the Minister in respect of the rules that the Minister proposes to establish and has considered any objection, on the grounds of safety, to establishment of those rules that is made in the course of that consultation.

(4). — Texte du paragraphe 19(8) :

(8) Le ministre ne peut établir de règles, sous le régime du présent article, à l'égard d'une compagnie qu'après avoir donné à celle-ci et aux organisations intéressées la possibilité de lui faire part de leurs observations et après avoir tenu compte des oppositions formulées à cette occasion pour des motifs de sécurité.

Clause 14: (1) Subsections 20(1) and (2) read as follows:

20. (1) Where a railway company, on its own initiative,

(a) proposes to formulate rules in respect of any matter referred to in subsection 18(1) that is not dealt with by regulations made pursuant to that subsection, or

(b) proposes to revise its rules in respect of any such matter,

the company shall file the rules as formulated or as revised with the Minister for approval.

(2) A railway company shall not file rules with the Minister under subsection (1) unless it has first afforded a reasonable opportunity to each relevant association or organization that is likely to be affected by the implementation of those rules to consult with it concerning those rules.

(2) Subsection 20(4) reads as follows:

(4) Where rules are filed with the Minister pursuant to subsection (1), subsections 19(4), (5), (10) and (11) apply in relation to the filing and consideration of those rules as if the rules had been duly filed in compliance with an order made pursuant to subsection 19(1).

Clause 15: (1) Subsections 22(1) and (2) read as follows:

22. (1) The Governor in Council may, by order, on such terms and conditions as are specified in the order,

(a) exempt a specified railway company, specified railway equipment or a specified railway work from the application of a specified provision of regulations made under subsection 18(1) or of rules in force pursuant to section 19 or 20; or

(b) exempt a specified person from the application of a specified provision of regulations made under subsection 18(2).

(2) The Minister may, by notice, on such terms and conditions as are specified in the notice,

(a) exempt a specified railway company, specified railway equipment or a specified railway work from the application of a specified provision of regulations made under subsection 18(1) or of rules in force pursuant to section 19 or 20, or

(b) exempt a specified person from the application of a specified provision of regulations made under subsection 18(2)

if, in the opinion of the Minister, the exemption is in the public interest and is not likely to threaten safe railway operations.

Article 14, (1). — Texte des paragraphes 20(1) et (2) :

20. (1) La compagnie de chemin de fer qui se propose soit d'établir des règles concernant l'un des domaines visés au paragraphe 18(1) à l'égard duquel le pouvoir réglementaire attribué par ce paragraphe n'a pas été exercé, soit de modifier de telles règles, en dépose auprès du ministre, pour approbation, le texte original ou modifié.

(2) La compagnie ne peut procéder au dépôt qu'après avoir donné aux organisations intéressées susceptibles d'être touchées par la mise en oeuvre des règles la possibilité de lui faire part de leurs observations à cet égard.

(2). — Texte du paragraphe 20(4) :

(4) Les paragraphes 19(4), (5), (10) et (11) s'appliquent aux règles déposées dans le cadre du paragraphe (1) comme si elles l'avaient été conformément à l'arrêté visé au paragraphe 19(1).

Article 15, (1). — Texte des paragraphes 22(1) et (2) :

22. (1) Le gouverneur en conseil peut par décret, aux conditions qui y sont fixées, soustraire une compagnie de chemin de fer, des installations ou du matériel ferroviaires, à l'application d'une disposition soit des règlements pris sous le régime du paragraphe 18(1), soit des règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20. Il peut, de la même manière, soustraire une personne à l'application d'une disposition des règlements pris sous le régime du paragraphe 18(2).

(2) Le ministre peut, aux conditions fixées dans l'avis à cet effet, soustraire une compagnie de chemin de fer, des installations ou du matériel ferroviaires, à l'application d'une disposition soit des règlements pris sous le régime du paragraphe 18(1), soit des règles en vigueur sous le régime des articles 19 ou 20, s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire et que la sécurité ferroviaire ne risque pas d'être compromise. Le ministre peut, de la même manière et sous réserve de la même appréciation, soustraire une personne à l'application d'une disposition des règlements pris sous le régime du paragraphe 18(2).

(2) New.

(2). — Nouveau.

Clause 16: New.

Article 16. — Nouveau.

Clause 17: Section 23 reads as follows:

23. (1) Unless a railway company is exempted under section 22 from the application of regulations made under section 18 or of rules under section 19 or 20 that would otherwise apply to that company, the company shall not operate or maintain railway works or railway equipment otherwise than in accordance with those regulations or rules.

(2) Unless the person responsible for the maintenance of a crossing work is exempted under section 22 from the application of regulations made under section 18 in relation to the maintenance of that crossing work, that person shall not maintain that crossing work otherwise than in accordance with those regulations.

Article 17. — Texte de l'article 23 :

23. (1) Il est interdit à la compagnie de chemin de fer qui ne bénéficie pas de l'exemption prévue à l'article 22 d'exploiter ou d'entretenir des installations ou du matériel ferroviaires en contravention avec les règlements pris aux termes de l'article 18 ou avec les règles établies sous le régime des articles 19 ou 20 qui lui sont applicables.

(2) Il est interdit au responsable de l'entretien d'un ouvrage de franchissement qui ne bénéficie pas de l'exemption prévue à l'article 22 d'entretenir celui-ci en contravention avec les règlements pris à ce sujet sous le régime de l'article 18.

Clause 18: New.

Article 18. — Nouveau.

Clause 19: (1) New. The relevant portion of subsection 24(1) reads as follows:

24. (1) The Governor in Council may make regulations

Article 19, (1). — Nouveau. Texte du passage introductif du paragraphe 24(1) :

24. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir :

(2) New.

(2). — Nouveau.

Clause 20: (1) The relevant portion of subsection 25(1) reads as follows:

25. (1) For the purpose of enabling a railway company to prevent the development of a situation that is potentially threatening to safe railway operations on a line of railway operated by it, and without prejudice to its powers under the *Railway Act*,

(a) the company may, at any time, enter onto any land adjoining the land on which the line of railway is situated

(i) for the purpose of maintaining, or carrying out alterations to, railway works in accordance with requirements imposed by or under this Act, or

(ii) for the purpose of removing any obstruction to railway works,

in circumstances where no other access to the line of railway is reasonably available, and may remain on the land for so long as is necessary to accomplish that purpose;

(2) New.

(3) Subsection 25(3) reads as follows:

(3) Where the owner, lessee or occupier of land adjoining the land on which a line of railway is situated suffers a loss by reason of the exercise by a railway company of a power conferred by this section, the railway company shall pay to that person such compensation in respect of that loss as is agreed to between the railway company and that person or, failing such agreement, as is determined pursuant to section 26, but the payment of compensation is not a condition precedent to the exercise of the power.

Article 20, (1). — Texte du passage visé du paragraphe 25(1) :

25. (1) Afin de prévenir toute situation susceptible de compromettre la sécurité de son exploitation d'une voie ferrée, la compagnie de chemin de fer a accès à tout terrain contigu à la voie :

a) à tout moment, pour la modification ou l'entretien d'installations ferroviaires conformément aux obligations découlant de la présente loi, ou pour enlever tout obstacle à celles-ci, en l'absence d'un autre accès praticable à la voie, et peut y demeurer pour la durée nécessaire à ces fins;

(2). — Nouveau.

(3). — Texte du paragraphe 25(3) :

(3) La compagnie qui exerce les pouvoirs prévus au présent article paie au propriétaire, au locataire ou à l'occupant concerné les dommages-intérêts entraînés par cet exercice et convenus entre elle et ceux-ci ou, à défaut d'entente, fixés aux termes de l'article 26. Cet exercice n'est cependant pas subordonné au paiement préalable des dommages-intérêts.

Clause 21: The heading before section 27 reads as follows:

Railway Safety Inspectors

Clause 22: Subsection 27(1) reads as follows:

27. (1) The Minister may designate any person whom the Minister deems qualified as a railway safety inspector for the purposes of this Act and, where the Minister does so, the Minister shall designate the matters in respect of which the person may exercise the powers of a railway safety inspector.

Clause 23: Paragraph 28(1)(a.1) is new. The relevant portion of subsection 28(1) reads as follows:

28. (1) A railway safety inspector may, at any time,
(a) for the purpose of ensuring compliance with this Act and with the regulations, emergency directives, rules and orders made thereunder, enter any railway work or railway equipment, whether or not in operation, and inspect that work or equipment or any railway operation carried out at, in or in respect of that work or equipment, where that inspection relates to the matters for which the inspector is designated;

Clause 24: (1) Subsection 31(2.1) is new. Subsections 31(2) and (3) read as follows:

Article 21. — Texte de l'intertitre précédant l'article 27 :

Inspecteurs de la sécurité ferroviaire

Article 22. — Texte du paragraphe 27(1) :

27. (1) Le ministre peut désigner les personnes qu'il estime qualifiées pour remplir les fonctions d'inspecteur de la sécurité ferroviaire dans le cadre de la présente loi et délimiter leur champ de compétence.

Article 23. — L'alinéa 28(1)a.1) est nouveau. Texte des passages introductif et visé du paragraphe 28(1) :

28. (1) L'inspecteur de la sécurité ferroviaire peut :
a) en vue d'assurer l'observation de la présente loi et de ses textes d'application, pénétrer dans toute installation ou tout matériel ferroviaires relevant de sa compétence, les examiner et étudier toute activité ferroviaire à l'égard de ce matériel à des fins relevant de sa compétence;

Article 24, (1). — Le paragraphe 31(2.1) est nouveau. Texte des paragraphes 31(2) et (3) :

(2) Where a railway safety inspector is of the opinion that the standard of construction or maintenance of a crossing work poses a threat to safe railway operations, the inspector

(a) by notice sent to the person responsible for the maintenance of the crossing work,

(i) shall inform that person of that opinion and of the reasons therefor, and

(ii) may, if the inspector is satisfied that the threat is immediate, order the person to ensure that the crossing work not be used, or not be used otherwise than under terms and conditions specified in the notice, until the threat is removed to the inspector's satisfaction; and

(b) by notice sent to the railway company concerned,

(i) shall inform the company of that opinion and of the reasons therefor, and

(ii) may, if the inspector is satisfied that the threat is immediate, order the company to ensure that specified line works or specified railway equipment not be used, or not be used otherwise than under terms and conditions specified in the notice, until the threat is removed to the inspector's satisfaction.

(3) Where a railway safety inspector is of the opinion that the manner of operation of a line work or railway equipment of a particular railway company poses a threat to safe railway operations, the inspector

(a) shall, by notice sent to the company, inform the company of that opinion and of the reasons therefor; and

(b) may, in that notice, if the inspector is satisfied that the threat is immediate, order the company to ensure that the line work or railway equipment not be operated, or not be operated otherwise than under terms and conditions specified in the notice, unless the work or equipment is operated so as to remove the threat, to the inspector's satisfaction.

(2) L'inspecteur transmet au responsable de l'entretien d'ouvrages de franchissement un avis pour l'informer de son opinion et des motifs de celle-ci, lorsqu'il estime que les normes de construction ou d'entretien de ceux-ci risquent de compromettre la sécurité ferroviaire; l'inspecteur transmet aussi l'avis à la compagnie de chemin de fer concernée. S'il est convaincu que le risque est imminent, il peut en outre, dans l'avis, ordonner au responsable, pour ce qui est de l'ouvrage de franchissement en cause, ou à la compagnie, pour ce qui est des lignes de chemin de fer ou du matériel ferroviaire qui y sont spécifiés, d'empêcher leur utilisation ou de faire en sorte qu'ils ne soient utilisés qu'à certaines conditions, tant que le risque ne lui paraîtra pas écarté.

(3) L'inspecteur transmet à la compagnie un avis pour l'informer de son opinion et des motifs de celle-ci, lorsqu'il estime que la méthode d'exploitation de ses lignes de chemin de fer ou de son matériel ferroviaire risque de compromettre la sécurité ferroviaire. S'il est convaincu que le risque est imminent, il peut en outre, dans l'avis, ordonner à la compagnie d'empêcher l'utilisation de ces lignes ou du matériel visé, ou de faire en sorte qu'ils ne soient utilisés qu'à certaines conditions, tant que le risque ne lui paraîtra pas écarté.

(2) Subsections 31(5) to (8) read as follows:

(5) Where a notice is sent under subsection (1), (2) or (3), the railway safety inspector who sends the notice shall, if the notice contains an order, immediately inform the Minister of the order and of the reasons therefor.

(2). — Texte des paragraphes 31(5) à (8) :

(5) L'inspecteur informe le ministre, dans les meilleurs délais, de l'ordre donné, le cas échéant, dans l'avis transmis en application des paragraphes (1), (2) ou (3) et des raisons qui le motivent.

(6) Where a railway safety inspector includes in a notice sent to a railway company under subsection (1), (2) or (3) an order that the railway company ensure that certain works or equipment not be used or operated, or not be used or operated other than under specified terms and conditions, until certain action is taken or unless a certain mode of operation is adopted, the inspector shall send a copy of the notice

(a) to the railway company supervisor who is directly responsible for the works or equipment concerned; or

(b) in the absence of the supervisor referred to in paragraph (a), to the railway company employee who, at that time, is in charge of the works or equipment concerned.

(7) An order to a railway company contained in a notice under subsection (1), (2) or (3) has effect

(a) when the notice is received by the company; or

(b) if, before the notice is received by the company, a copy of the notice is sent pursuant to subsection (6) to a railway company supervisor or railway company employee, when that supervisor or employee receives the copy.

(8) An order to a person, contained in a notice under paragraph (2)(a), has effect when the person receives the notice.

(6) L'inspecteur transmet une copie de l'ordre donné, sous le régime des paragraphes (1), (2) ou (3), à une compagnie et portant interdiction — sauf éventuellement à certaines conditions — d'usage d'installations ou de matériel au cadre de cette compagnie immédiatement responsable des installations ou du matériel visés ou, en l'absence de ce cadre, au préposé en ayant alors le contrôle.

(7) L'ordre donné à une compagnie dans un avis prévu aux paragraphes (1), (2) ou (3) prend effet à la réception de l'avis par la compagnie ou à la réception d'une copie de celui-ci par le cadre ou le préposé visé au paragraphe (6), selon ce qui se produit en premier lieu.

(8) L'ordre donné au responsable de l'entretien d'ouvrages de franchissement dans un avis prévu au paragraphe (2) prend effet à la réception de celui-ci par ce responsable.

(3) Subsection 31(10) reads as follows:

(10) An alteration or revocation of an order pursuant to subsection (9) has effect when the railway company or person to whom the original notice was sent receives a notice of the alteration or revocation.

(3). — Texte du paragraphe 31(10) :

(10) La modification ou l'annulation prend effet à la notification, au destinataire de l'avis original, de la décision du ministre.

Clause 25: Subsection 32(3.1) is new. Subsection 32(4) reads as follows:

(4) An order contained in a notice to a person or railway company under subsection (1) or (3) has effect when the person or railway company receives the notice.

Article 25. — Le paragraphe 32(3.1) est nouveau. Texte du paragraphe 32(4) :

(4) L'ordre donné dans un avis prévu aux paragraphes (1) ou (3) prend effet à la réception de celui-ci par son destinataire.

Clause 26: (1) Subsection 33(1.1) is new. Subsection 33(1) reads as follows:

33. (1) Where the Minister is of the opinion that

(a) the use by a railway company of a railway work or railway equipment of a particular kind, or

(b) the following by a railway company of, or the failure to follow, a particular maintenance or operating practice in respect of a railway work or railway equipment

poses an immediate threat to safe railway operations, the Minister may, by emergency directive sent to the railway company, and notwithstanding that the construction of the work was undertaken in accordance with the law in force at that time or that the use of the equipment or the following of, or failure to follow, the maintenance or operating practice is in accordance with this Act and with any regulations or rules made thereunder, order the company

(c) to cease, either absolutely or to the extent specified in the directive, to use works or equipment of that kind or to follow that maintenance or operating practice, or

(d) to follow a maintenance or operating practice specified in the directive.

(2) Subsection 33(5) reads as follows:

(5) In the event that, for any railway company, there is an inconsistency between an emergency directive and a regulation made under subsection 18(1) or a rule in force pursuant to section 19 or 20, the emergency directive prevails to the extent of the inconsistency.

Clause 27: Subsections 35(1) and (2) read as follows:

35. (1) A person who holds a position in a railway company that is declared by regulations made under paragraph 18(1)(b) to be a position critical to safe railway operations, referred to in this section as a “designated position”, shall undergo a company-sponsored medical examination, including audio-metric and optometric examination, at least every twelve months.

Article 26, (1). — Le paragraphe 33(1.1) est nouveau. Texte du paragraphe 33(1) :

33. (1) Le ministre peut, en lui transmettant un avis en ce sens, enjoindre à la compagnie de chemin de fer concernée de mettre fin, totalement ou dans la mesure prévue dans l’avis, à l’utilisation d’installations ou de matériel ferroviaires d’un type déterminé, ou à toute pratique concernant leur entretien ou leur exploitation, qui, selon lui, risquent de compromettre de façon imminente la sécurité ferroviaire, et ce même si ces installations ont été construites conformément au droit en vigueur à l’époque ou si l’utilisation de ce matériel ou la pratique sont conformes à la présente loi ou aux règlements ou règles en découlant. Il peut, de la même manière, enjoindre à la compagnie de mettre en oeuvre une certaine pratique concernant cet entretien ou cette exploitation lorsqu’une omission à cet égard comporte un tel risque, et ce même si cette omission est conforme à ces mêmes dispositions.

(2). — Texte du paragraphe 33(5) :

(5) Les dispositions d’une injonction ministérielle l’emportent sur les dispositions incompatibles d’un règlement pris en application du paragraphe 18(1) ou d’une règle établie aux termes des articles 19 ou 20.

Article 27. — Texte des paragraphes 35(1) et (2) :

35. (1) Le titulaire d’un poste, au sein d’une compagnie de chemin de fer, classifié comme essentiel pour la sécurité ferroviaire en application de l’alinéa 18(1)b) est tenu de passer un examen médical — notamment d’acuité auditive et visuelle — annuel organisé par la compagnie.

(2) Where a physician or an optometrist believes, on reasonable grounds, that a patient is a person described in subsection (1), the physician or optometrist shall, if, in the physician's or optometrist's opinion, the patient has a condition that is likely to constitute a threat to safe railway operations,

(a) by notice sent forthwith to the Chief Medical Officer of the railway company or to a physician or optometrist specified by the railway company, inform the Chief Medical Officer or the specified physician or optometrist of that opinion and the reasons therefor, after the physician or optometrist has taken reasonable steps to first inform the patient, and

(b) forthwith send a copy of that notice to the patient,

and the patient shall be deemed to have consented to the disclosure required by paragraph (a).

(2) Le médecin ou l'optométriste qui a des motifs raisonnables de croire que son patient occupe un tel poste doit, si à son avis l'état de l'intéressé risque de compromettre cette sécurité, en informer sans délai, par avis écrit motivé, le médecin en chef de la compagnie ou tout autre médecin ou optométriste désigné par celle-ci, après avoir pris des mesures raisonnables pour en informer d'abord son patient. Le patient est présumé avoir consenti à cette communication et copie de l'avis lui est transmise sans délai.

Clause 28: Section 36 reads as follows:

36. The Governor in Council may make regulations

(a) respecting notification of the Minister by railway companies

(i) of any accident or incident associated with the operation of railway equipment on a line of railway,

(ii) of any situation that could, if left unattended, induce such an accident or incident, and

(iii) of any contravention of a regulation, rule, emergency directive or order made pursuant to this Act; and

(b) respecting the preparation and filing with the Minister of a return in respect of each calendar year and also in respect of any lesser period specified by the Minister, setting out particulars of each accident, incident, situation or contravention referred to in paragraph (a) occurring during that year or period.

Clause 29: New. The relevant portion of section 37 reads as follows:

37. The Governor in Council may make regulations

Clause 30: Sections 39.1 and 39.2 are new. Section 39 and the heading before it read as follows:

Article 28. — Texte de l'article 36 :

36. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir :

a) la notification au ministre, par les compagnies de chemin de fer, des accidents ou incidents liés à l'exploitation de matériel ferroviaire sur une voie ferrée, de toute situation de nature à provoquer, à défaut de mesure corrective, un tel accident ou incident, ou de toute violation d'un texte d'application de la présente loi;

b) la préparation et le dépôt auprès du ministre d'un rapport détaillé de tels accidents, incidents, situations ou violations survenus au cours d'une année civile et de toute période moindre fixée par le ministre.

Article 29. — Nouveau. Texte du passage introductif de l'article 37 :

37. Le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir :

Article 30. — Les articles 39.1 et 39.2 sont nouveaux. Texte de l'article 39 et de l'intertitre le précédant :

Security Measures

39. (1) In this section,

“authorized search” means a search carried out in such manner and under such circumstances as are prescribed;

“goods” means anything that may be taken or placed on board railway equipment as freight, baggage or personal belongings;

“security officer” means such person as may be designated by the Minister to be a security officer for the purposes of this section.

(2) For the purpose of ensuring safe railway operations, the Governor in Council may make regulations requiring railway companies to establish, maintain and carry out, at or in respect of railway works, railway equipment or railway operations,

(a) such security measures as are prescribed; or

(b) such security measures as may be approved by the Minister.

(3) The Minister may establish, maintain and carry out, at or in respect of railway works, railway equipment or railway operations, in lieu of or in addition to the security measures required by regulations made under subsection (2), such security measures as the Minister considers necessary for ensuring safe railway operations.

(4) No person who, before boarding railway equipment, is required by a security officer

(a) to submit to an authorized search of his person, or

(b) to permit an authorized search to be carried out of the goods that the person intends to take or have placed on board the railway equipment

shall board the railway equipment unless the person submits to the authorized search or permits the authorized search to be carried out, as the case may be.

(5) Where, after having boarded railway equipment, a person who is required by a security officer

(a) to submit to an authorized search of his person, or

(b) to permit an authorized search to be carried out of the goods that the person took or had placed on board the railway equipment

refuses to submit to the authorized search or to permit the authorized search to be carried out, as the case may be, the security officer may order that person to leave the railway equipment and remove from the railway equipment the goods that the person took or had placed on board the railway equipment, and the person shall thereupon leave the railway equipment and remove or permit the removal of the goods from the railway equipment.

(6) No person who, having been required by a security officer to permit an authorized search of goods intended to be transported on railway equipment, refuses to permit the search to be carried out shall place or attempt to place the goods, or cause the goods to be placed, on board the railway equipment.

(7) Where goods are received for transport on railway equipment and are not accompanied by a person who may give the permission referred to in subsection (6), a security officer may carry out an authorized search of the goods and, in carrying out that search, may use such force as may reasonably be necessary to gain access to the goods.

Mesures de sécurité

39. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« agent de sécurité » Quiconque est désigné à ce titre par le ministre pour l'application du présent article.

« biens » Tout ce qui peut être apporté ou placé à bord d'un train comme marchandises, bagages ou effets personnels.

« fouille » Fouille effectuée selon les modalités et dans les circonstances prévues par règlement d'application du présent article.

(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, imposer aux compagnies de chemin de fer de prendre et de mettre en oeuvre, à l'égard des installations, du matériel ou de l'exploitation ferroviaires, les mesures nécessaires à la sécurité ferroviaire qu'il précise ou que le ministre peut approuver.

(3) Le ministre peut prendre et mettre en oeuvre, à l'égard des installations, du matériel ou de l'exploitation ferroviaires, les mesures qu'il estime nécessaires à la sécurité ferroviaire. Ces mesures peuvent s'ajouter ou se substituer à celles visées au paragraphe (2).

(4) Il est interdit à quiconque de monter à bord d'un train s'il n'a pas obtenu l'autorisation de la demande à lui faite par un agent de sécurité de se soumettre à une fouille de corps ou de laisser procéder à une fouille des biens qu'il se propose d'emporter ou de faire mettre à bord du train.

(5) L'agent de sécurité peut ordonner à toute personne refusant, après être montée à bord, d'obtempérer à la demande qu'il lui a faite de se soumettre à une fouille de corps ou de laisser procéder à une fouille des biens qu'elle y a emportés ou fait mettre, de quitter le train et d'en retirer ou de permettre d'en retirer ces biens. Cet ordre est immédiatement exécutoire.

(6) Il est interdit à quiconque de mettre, tenter de mettre ou de faire mettre à bord du train les biens qu'il se propose de faire transporter s'il n'a pas obtenu l'autorisation de la demande de fouille de ces biens à lui faite par un agent de sécurité.

(7) L'agent de sécurité peut procéder à la fouille des biens livrés en vue de leur transport ferroviaire mais non accompagnés par une personne qui peut obtempérer à la demande visée au paragraphe (6). Le cas échéant, il peut employer la force strictement nécessaire en la circonstance pour avoir accès aux biens.

(8) No person other than the Minister shall disclose to any other person the substance of security measures that have been approved by the Minister pursuant to regulations made under subsection (2) or established by the Minister under subsection (3) unless the disclosure is required by law or is necessary in order to make the security measures effective.

(9) Where, in any proceedings before a court or other body having jurisdiction to compel the production or discovery of information, a request is made for the production or discovery of any security measures that have been approved by the Minister pursuant to regulations made under subsection (2) or established by the Minister under subsection (3), the court or other body shall, if the Minister is not a party to the proceedings, cause a notice of the request to be given to the Minister and shall, *in camera*, examine the security measures and give the Minister a reasonable opportunity to make representations with respect to the request and, if the court or other body concludes, in the circumstances of the case, that the public interest in the proper administration of justice outweighs in importance the privilege attached to the security measures by virtue of subsection (8), the court or other body shall order the production or discovery, subject to such restrictions or conditions as the court or other body deems appropriate, and may require any person to give evidence that relates to the security measures.

(8) Seul le ministre peut communiquer la teneur des mesures de sécurité qu'il a approuvées en application des règlements pris sous le régime du paragraphe (2) ou qu'il a prises sous le régime du paragraphe (3), sauf si la communication est rendue nécessaire pour des raisons d'ordre légal ou d'efficacité.

(9) Le tribunal — ou tout autre organisme ayant le pouvoir d'ordonner la production et l'examen de renseignements — qui, dans le cours de procédures devant lui, est saisi d'une demande de production et d'examen de mesures de sécurité approuvées par le ministre conformément aux règlements pris sous le régime du paragraphe (2) ou imposées par lui sous le régime du paragraphe (3) doit transmettre un avis de la demande au ministre — si celui-ci n'est pas partie aux procédures —, examiner les mesures à huis clos et donner au ministre la possibilité de présenter des observations. S'il conclut, dans les circonstances de l'espèce, que l'intérêt public d'une bonne administration de la justice a prépondérance sur la protection conférée aux mesures par le paragraphe (8), il doit en ordonner la production et l'examen, sous réserve des restrictions ou conditions qu'il juge indiquées; il peut en outre enjoindre à toute personne de témoigner à ce sujet.

Clause 31: Subsections 41(2.1), (3.1) and (3.2) are new. Subsections 41(2) and (3) read as follows:

(2) Every person who contravenes a regulation, an emergency directive of the Minister, an order of the Minister or of a railway safety inspector, a rule in force under section 19 or 20, or a requirement made pursuant to subsection 16(3) or 26(3) is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable

(a) in the case of a corporation, to a fine not exceeding one hundred thousand dollars; and

(b) in the case of an individual, to a fine not exceeding five thousand dollars or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.

(3) Where a person commits a contravention described in subsection (1) or (2) that is prescribed for the purposes of this subsection, and that contravention occurs on more than one day, or is continued for more than one day, that person shall be deemed to have committed a separate offence for each day on which the contravention occurs or is continued.

Article 31. — Les paragraphes 41(2.1), (3.1) et (3.2) sont nouveaux. Texte des paragraphes 41(2) et (3) :

(2) Quiconque contrevient à un règlement, à un arrêté, à une injonction ou à un ordre ministériels, à l'ordre d'un inspecteur de la sécurité ferroviaire, à une règle applicable sous le régime des articles 19 ou 20 ou à la demande prévue aux paragraphes 16(3) ou 26(3) commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, soit une amende maximale de cinq mille dollars et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, dans le cas d'une personne physique, soit une amende maximale de cent mille dollars, s'il s'agit d'une personne morale.

(3) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute contravention visée aux paragraphes (1) ou (2), qui fait partie de la catégorie prévue par règlement d'application du présent paragraphe.

Clause 32: Section 44 and the heading before it read as follows:

Railway Safety Consultative Committee

44. (1) The Minister may establish a committee, to be known as the Railway Safety Consultative Committee, in this section referred to as the “Committee”, consisting of not fewer than two and not more than four members who, in the opinion of the Minister, have special expertise or special interests in matters of safe railway operations, plus eleven other members as follows:

- (a) one member to represent the Minister;
- (b) one member to represent the Canadian National Railway Company;
- (c) one member to represent Canadian Pacific Limited;
- (d) one member to represent VIA Rail Canada Inc.;
- (e) one member to represent the other railway companies to which this Act applies;
- (f) one member to represent the shippers of rail freight traffic;
- (g) one member to represent the Federation of Canadian Municipalities;
- (h) one member to represent the public; and
- (i) three members to represent organized railway labour, two of whom shall represent the Canadian Railway Labour Association.

Article 32. — Texte de l’article 44 et de l’intertitre le précédant :

Comité consultatif de la sécurité ferroviaire

44. (1) Le ministre peut créer un comité consultatif sur la sécurité ferroviaire composé de deux à quatre membres choisis par lui en raison de leurs compétences dans ce domaine ou de l’intérêt qu’ils y portent, et de onze autres membres représentant respectivement :

- a) le ministre;
- b) la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada;
- c) le Canadien Pacifique Limitée;
- d) VIA Rail Canada Inc.;
- e) les autres compagnies de chemin de fer auxquelles la présente loi s’applique;
- f) les expéditeurs de marchandises par chemin de fer;
- g) la Fédération canadienne des municipalités;
- h) le public;
- i) les organisations ouvrières de cheminots, celles-ci étant représentées par trois membres, y compris deux représentants de l’Association des syndicats de cheminots du Canada.

(2) All members of the Committee shall be appointed by the Minister, but the Minister shall not appoint a person as a member of the Committee to represent a body referred to in paragraph (1)(b), (c), (d), (g) or (i) otherwise than on the recommendation of that body.

(3) A member of the Committee may, in writing, authorize a person to attend meetings of the Committee in lieu of that member, as a non-voting observer.

(4) The Committee may, on its own initiative, and shall, at the request of the Minister, advise and make recommendations to the Minister on any matter affecting safe railway operations, and shall make to the Minister at least one report annually on the activities of the Committee.

(5) Each member of the Committee, other than the Minister's representative, holds office for a term not exceeding three years, and is eligible for re-appointment.

(6) Where a body referred to in paragraph (1)(b), (c), (d), (g) or (i) advises the Minister, in writing, that the member of the Committee appointed to represent that body should not continue to do so, the Minister shall advise the member that that advice has been received, whereupon that membership is terminated.

(7) The member appointed to represent the Minister holds office during the pleasure of the Minister.

(8) Where a member of the Committee is unable to perform the member's duties, the Minister may appoint a person to act in the place of that member during the remainder of the term of that member's appointment, subject to the requirement set out in subsection (2).

(9) The member appointed to represent the Minister shall be the Chairman of the Committee, and the Committee shall designate another of its members to be the Secretary thereof.

(10) The Committee shall meet at least once a year.

(11) The Chairman of the Committee

(a) may call a meeting of the Committee at any time; and

(b) shall, at the request of any five members of the Committee, call a meeting of the Committee to be held within ten days after the date of the request.

(12) The Committee may establish subcommittees and make rules for the conduct of the Committee's affairs and for the recording of its proceedings.

(13) A member of the Committee not referred to in paragraphs (1)(a) to (g) and (i) shall

(a) where that member is not entitled to receive an allowance from any person or organization in respect of attendance at meetings of the Committee and the Minister determines that a daily allowance will be paid pursuant to this paragraph, be paid a daily allowance in respect of attendance at such meetings of such amount as is fixed by the Minister; and

(b) where that member is not entitled to receive travel and living expenses from any person or organization in respect of service on the Committee and the Minister determines that expenses will be paid pursuant to this paragraph, be paid such reasonable travel and living expenses as are incurred, while absent from the ordinary place of residence of the member, in respect of such service.

Clause 33: Section 46 reads as follows:

(2) Les membres sont nommés par le ministre, sur recommandation, dans le cas de ceux visés aux alinéas (1)b), c), d), g) ou i), de la compagnie ou de l'organisme qu'ils représentent.

(3) La personne qu'un membre peut autoriser par écrit à le remplacer aux réunions du comité ne dispose que d'une voix consultative.

(4) De sa propre initiative ou à la demande du ministre, le comité conseille ce dernier et lui fait des recommandations sur les questions relatives à la sécurité ferroviaire. Il doit en outre, chaque année, présenter au ministre au moins un rapport sur ses travaux.

(5) À l'exception du représentant du ministre, les membres sont nommés pour un mandat renouvelable maximal de trois ans.

(6) Sauf dans le cas des alinéas (1)e) et f), le ministre met fin au mandat du membre, sur demande écrite de la compagnie ou de l'organisme représenté par celui-ci, en l'avisant de la demande.

(7) Le représentant du ministre occupe son poste à titre amovible.

(8) En cas d'empêchement d'un membre, le ministre peut nommer, sous réserve de la recommandation visée au paragraphe (2), un suppléant pour le reste du mandat.

(9) Le représentant du ministre préside le comité et celui-ci choisit parmi ses membres son secrétaire.

(10) Le comité tient au moins une réunion par an.

(11) De sa propre initiative ou sur demande de cinq membres, le président convoque une réunion; dans le dernier cas, celle-ci se tient dans les dix jours suivant la demande.

(12) Le comité peut constituer des sous-comités et édicter les règles régissant son fonctionnement et l'établissement de ses procès-verbaux.

(13) Les membres autres que les représentants — exception faite de celui du public — reçoivent l'indemnité journalière que le ministre peut fixer pour leur présence aux réunions du comité et sont indemnisés des frais de séjour et de déplacement entraînés par l'accomplissement, hors du lieu de leur résidence habituelle, de leurs fonctions, si le ministre en décide ainsi et sauf s'ils ont déjà droit à de telles indemnités à cet égard.

Article 33. — Texte de l'article 46 :

46. Orders, emergency directives or notices of approval made or sent by the Minister, rules filed under section 19 or 20 and approved by the Minister, notices of exemption under subsection 22(2), notices referred to in section 32, measures established under subsection 39(3), or orders made by a railway safety inspector, shall be deemed not to be statutory instruments for the purposes of the *Statutory Instruments Act*.

Clause 34: New.

Clause 35: Section 49 reads as follows:

49. In the event of any inconsistency between any regulation made under section 7, 18, 24, 36, 37 or 47 and any orders, rules or regulations made pursuant to any other Act of Parliament, the regulations made pursuant to this Act prevail to the extent of the inconsistency.

Clause 36: Subsection 50(1) reads as follows:

50. (1) Subject to subsection (2), a copy of each regulation that is proposed to be made under section 7, 18, 24, 36, 37 or 47 shall be published in the *Canada Gazette* at least ninety days before the proposed effective date thereof, and a reasonable opportunity within those ninety days shall be afforded to interested persons to make representations to the Minister with respect thereto.

46. Les arrêtés, ordres, injonctions et notifications d'approbation ministériels, les règles déposées aux termes des articles 19 ou 20 et approuvées par le ministre, les avis d'exemption visés au paragraphe 22(2), les avis prévus à l'article 32 et les textes d'application du paragraphe 39(3), de même que les ordres d'inspecteurs de la sécurité ferroviaire ne sont pas des textes réglementaires au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*.

Article 34. — Nouveau.

Article 35. — Texte de l'article 49 :

49. Les dispositions des règlements pris en vertu des articles 7, 18, 24, 36, 37 ou 47 l'emportent sur les dispositions incompatibles des textes d'application de toute autre loi fédérale.

Article 36. — Texte du paragraphe 50(1) :

50. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les projets de règlements d'application des articles 7, 18, 24, 36, 37 et 47 sont publiés dans la *Gazette du Canada* au moins quatre-vingt-dix jours avant la date envisagée pour leur entrée en vigueur, les intéressés se voyant accorder la possibilité de présenter au ministre, pendant ce délai, leurs observations à cet égard.

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail**Poste–lettre****8801320****Ottawa***If undelivered, return COVER ONLY to:*

Public Works and Government Services Canada — Publishing
45 Sacré–Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

*En cas de non–livraison,**retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition
45 Boulevard Sacré–Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

Available from:
Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente:
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,
Ottawa, Canada K1A 0S9